

ZONES SUBVERSIVES N°11



PENSEES RADICALES

REVOLTES OUVRIERES

CRITIQUES DE LA SOCIETE INDUSTRIELLE

Editorial et sommaire n°11

A Montpellier, un début de révolte s'organise face à l'austérité. Des salariés licenciés, comme ceux de Sanofi, continuent leur lutte et tentent d'esquisser une convergence de toutes les colères.

Mais c'est de l'Université Paul-Valéry (Montpellier 3) que la révolte semble la plus massive. Les étudiants en lettres, en sciences sociales et dans divers domaines artistiques sont sommés de se plier à l'impératif de rentabilité. Le gouvernement, avec la collaboration hypocrite de la présidence de l'UM3, prépare une liquidation des filières qui ne se soumettent pas aux normes de compétitivité et de professionnalisation. A Paul-Valéry, le tirage au sort doit limiter le nombre d'étudiants inscrits, en autres joyeusetés.

Le mouvement étudiant semble très sage à ses débuts. Encadré par les bureaucraties syndicales, un comité de mobilisation se contente de distribuer sagement des tracts sur la loi Fioraso. Pendant plusieurs semaines, les syndicalistes ne parviennent qu'à étendre leur routine militante à leurs quelques sympathisants. Mais une Assemblée générale décide de passer à la vitesse supérieure. Le blocage des cours avec piquets de grève s'organise, au grand désarroi des bureaucrates qui ont peur d'être débordé par un mouvement d'ampleur. Mais la grève ne dure qu'une semaine. Ensuite, ce sont des journées de blocage qui sont votées unes à unes.

Deux mouvements se distinguent dans cette lutte. Le premier offre le visage peu ragoutant de la bureaucratie. Assemblées générales interminables et ennuyeuses, rivalités politiciennes, comités de mobilisation qui privilégient l'organisation technique sur la réflexion politique, manifestations inoffensives, formalisme démocratique qui empêche les initiatives spontanées... Le tout exprimé dans le langage désuet de l'extrême gauche du capital. Les bureaucrates veulent « sauver l'Université » et défendent un improbable réengagement de l'État. Il s'agit d'aménager la barbarie marchande à travers des propositions constructives et des revendications crédibles qui sont toujours les mêmes.

Mais un autre mouvement, plus sauvage et spontané, permet une ouverture de la réflexion et des possibilités d'action. Le "saccage" de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI : le patronat local) et la "séquestration" du Conseil d'administration qui vote les mesures d'austérité en sont les visages les plus visibles. Ce sont aussi certaines discussions passionnantes dans un amphitheâtre occupé, sur les piquets de grève et dans la rue. C'est aussi un espace ouvert, pour se rencontrer et échanger des idées, organisé spontanément par des étudiantes qui ne se contentent plus du prêt à penser réformiste. C'est la joie de se retrouver et le plaisir de rencontrer de nouvelles personnes. C'est la créativité et l'humour de certains tags et affiches qui tranchent avec la grisaille du militantisme gauchiste. C'est la routine du quotidien enfin perturbée pour vivre intensément.

Pourtant cette composante joyeuse et spontanée de la lutte semble noyée par le discours des bureaucrates, leur avant-gardisme poussiéreux et leur militantisme sacrificiel. La révolte ne parvient pas à se propager. La plupart des étudiants de Paul-Valéry sont plus attachés à la routine de leurs cours qu'à une lutte qu'ils vivent en spectateur. Quelques universités commencent à se mobiliser mais le mouvement de Montpellier reste globalement isolé. Les salariés hésitent également à initier un mouvement. Même la réforme des retraites n'a suscité qu'une manifestation bien peu massive.

Les étudiants de Montpellier ont pourtant relancé la révolte. Ils se sont rencontrés et organisés pour commencer à agir collectivement face à l'austérité. Ce mouvement reste une expérience de lutte qui brise la routine du quotidien pour diffuser le plaisir de la révolte.

Ce nouveau numéro évoque la pensée critique actuelle. Une gauche radicale tente d'encadrer les mouvements sociaux. Cette extrême gauche du capital se contente de tenter d'aménager la barbarie marchande. Éric Hazan et Kamo insistent au contraire sur la nécessité d'une rupture révolutionnaire pour inventer une autre société. Mais ce mouvement doit provenir des exploités eux-mêmes et non d'une quelconque avant-garde bureaucratique.

L'histoire du mouvement ouvrier permet de nourrir la réflexion sur la transformation sociale. En Amérique, l'histoire de la lutte des classes se construit dans la violence et dans un antagonisme social clairement affirmé. Les organisations ouvrières ne restent pas cloisonnées dans le cadre de la légalité bourgeoise. Rosa Luxemburg insiste sur l'importance de construire un mouvement ouvrier autonome de la politique bourgeoise. Elle montre bien les pièges de la collaboration de classe dans les gouvernements et les limites de la délégation. Daniel Guérin analyse le Front Populaire et le mouvement de 1936 en France. Les ouvriers s'organisent spontanément et inventent leurs propres structures de lutte. La grève à PSA-Aulnay permet un retour de la lutte des classes dans l'actualité. Les ouvriers conservent leurs réflexes de lutte et d'auto-organisation.

L'aménagement du territoire et la catastrophe écologique apparaissent également comme des enjeux majeurs. Les pouvoirs publics imposent une manière de vivre destructrice et aliénante.

Anne Clerval observe l'embourgeoisement de Paris et des grandes villes. Le cadre urbain semble désormais aménagé pour abriter une petite bourgeoisie intellectuelle noyée dans le conformisme social.

La lutte contre le nucléaire conteste également l'aménagement du territoire et le capitalisme productiviste. Malgré de nouvelles formes de lutte, le mouvement anti-nucléaire demeure spécialisé et séparé d'une perspective d'un changement global de société. Des luttes et des réflexions existent pourtant pour remettre en cause l'ordre marchand et son mode de vie artificiel. Même durant la période des « Trente glorieuses », la société industrielle était remise en cause.

Il semble important de construire un mouvement pour balayer l'horreur marchande afin d'inventer de nouvelles manières de vivre.

Sommaire n°11 :

Pensée radicale :

La gauche radicale contre l'austérité en Europe	3
Penser le processus révolutionnaire	5

Révoltes ouvrières :

Guerre de classe et illégalisme en Amérique	7
Rosa Luxemburg et le socialisme français	10
Daniel Guérin et le mouvement de 1936	12
Révolte ouvrière à l'usine de PSA-Aulnay	15

Société industrielle moderne :

Lutte des classes et urbanisme à Paris	18
La lutte antinucléaire en France et ses limites	21
La contestation de la modernisation industrielle	24

La gauche radicale contre l'austérité en Europe



Des universitaires définissent les contours d'une gauche radicale en Europe. Cette autre gauche s'oppose à la politique d'austérité menée par la gauche de gouvernement.

Un renouveau des luttes sociales émerge en Europe et dans le monde. Les mesures d'austérité alimentent des résistances populaires. Dans ce contexte il semble intéressant de se pencher sur les partis qui prétendent incarner ses luttes sociales. Entre la gauche de gouvernement et l'extrême gauche, une « gauche radicale » entend encadrer les luttes et les ramener dans le giron institutionnel. Un livre récent évoque la gauche radicale, avec un regard bienveillant. Cette extrême gauche du capital peut également être analysée sous un regard plus critique.

L'introduction du livre présente les enjeux. La gauche ne se réduit pas à sa version social-libérale qui mène des mesures d'austérité, comme le Parti socialiste en France. Une autre gauche incarne une résistance populaire et refuse de se plier à ce cadre de promotion du marché. « C'est cette gauche qui participe aux luttes sociales, à celles des Indignés, des syndicats et des associations », précise l'introduction.

En réalité, cette gauche radicale s'apparente à la « gauche de gauche » promue par le sociologue Pierre Bourdieu. En France, ce courant est notamment incarné par la Front de gauche de Mélenchon. Cette mouvance se pare des oripeaux de l'anticapitalisme mais propose davantage d'aménager et de réguler la barbarie marchande, plutôt que de la supprimer.

La gauche radicale dans l'histoire du mouvement ouvrier

L'historien Jean Numa Ducange revient sur l'histoire de la gauche radicale dans le mouvement ouvrier. Le terme de gauche est associé à la place occupée au sein du Parlement. Mais le mouvement ouvrier refuse longtemps de s'intégrer dans le monde politique bourgeois.

Le positionnement par rapport à la Révolution française distingue les différents courants politiques. Avec le développement du monde industriel et de la question sociale, le mouvement ouvrier se construit. Le socialisme et le marxisme deviennent les idéologies qui nourrissent les révoltes sociales. En 1848, des soulèvements populaires éclatent en Europe. En France, l'insurrection révèle un affrontement qui oppose deux classes sociales. Le premier Parti ouvrier européen est créé en Allemagne en 1863. « Il vise avant tout à regrouper les travailleurs sur la base d'intérêts économiques spécifiques distincts de ceux de la bourgeoisie », précise Jean Numa Ducange. Son dirigeant, Ferdinand Lassalle, s'appuie sur les élections pour conquérir le pouvoir d'État. Un autre parti privilégié au contraire le renversement de l'État. En 1864, une Association Internationale des Travailleurs est créée. Cette organisation permet de coordonner tous les courants du mouvement ouvrier, des anarchistes aux « collectivistes ». « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », demeure la formule fondatrice de cette Première internationale. L'usage de la grève, le rôle du Parti et de la centralisation politique sont débattus. En 1871, la révolte de la Commune de Paris interroge la spontanéité révolutionnaire et la rupture avec l'État. En 1875, le programme de Gotha unifie les deux partis allemands. Karl Marx estime que son programme demeure trop réformiste et imprécis.

En 1888, une Deuxième internationale est créée. Cette nouvelle organisation regroupe des partis ouvriers qui s'intègrent dans la démocratie parlementaire. Eduard Bernstein dénonce le « révolutionnarisme ». Il théorise la social-démocratie qui s'appuie sur des réformes pour aménager le capitalisme, au lieu de le supprimer. Au contraire, Rosa Luxembourgeois maintient une perspective de révolution pour renverser le capitalisme. En 1905, une révolte éclate en Russie. Ce mouvement révèle l'importance de la spontanéité. Il s'appuie sur les soviets et les conseils ouvriers qui permettent l'auto-organisation du prolétariat. Le syndicalisme révolutionnaire se développe en préservant son indépendance par rapport aux partis politiques. En 1914, c'est le nationalisme de guerre qui prime sur l'internationalisme. Les partis ouvriers semblent intégrés aux démocraties bourgeoises et défendent donc la guerre.

La Révolution russe de 1917 marque un tournant. Lénine impose son modèle autoritaire du bolchevisme. Inversement, les soviets et les conseils ouvriers proposent une alternative aux partis et aux syndicats. Mais les bolcheviques deviennent majoritaires dans les soviets et imposent alors un régime autoritaire. Une vague révolutionnaire éclate en Europe avant d'échouer. Mais un mouvement communiste parvient à s'implanter en Europe pour s'opposer à la social-démocratie réformiste. En dehors de ses deux courants autoritaires, les courants « conseillistes » défendent les conseils ouvriers. Ils dénoncent la bureaucratisation des organisations politiques et syndicales. Les prolétaires doivent s'organiser eux-mêmes. Face à la montée du fascisme, les partis communistes défendent la nation et la démocratie bourgeoise dans le cadre de Fronts populaires.

Après 1945, des partis communistes sont intégrés à la démocratie bourgeoise comme en France. Ce réformisme radical pense transformer la société à travers la démocratie parlementaire. Pourtant, une culture populaire et des pratiques de lutte perdurent au sein du mouvement communiste. En 1968, des mouvements révolutionnaires émergent en France et en Europe. « Par rapport au « vieux » mouvement ouvrier, ces mouvements remettent en cause les relations classiques entre employeurs et employés, mais aussi la hiérarchie classique qui règne en interne dans les partis et les syndicats », décrit Jean Numa Ducange. Toutes les formes d'autorité et de répression sont attaquées. Les femmes, les jeunes et les ouvriers participent à ces mouvements. En Italie, l'opéraïsme illustre l'insubordination ouvrière. Mais, tous les mouvements qui remettent en cause le capitalisme et luttent pour la transformation sociale s'effondrent progressivement. Aujourd'hui, la gauche radicale s'apparente à un champ de ruine qui se contente d'aménager le capital.



La gauche radicale face à la crise

Louis Weber, dans sa présentation des organisations de la gauche radicale, révèle clairement son orientation réformiste. Ainsi, cette autre gauche se réduit à des bureaucraties qui barbotent dans le marigot des regroupements politiques du Parlement européen. Il n'est donc pas question d'envisager le moindre mouvement de rupture avec l'État et le capitalisme. Cette gauche semble surtout institutionnelle et électoraliste. En Allemagne, le bedonnant Die Linke incarne cette prétendue « autre gauche ». Cette bureaucratie regroupe des sociaux-démocrates et des staliniens qui veulent encadrer les luttes sociales pour les maintenir dans un carcan réformiste et institutionnel. L'autre gauche se limite bien souvent à une défense désespérée de l'État-providence et des débris du keynésianisme.

Louis Weber présente un panorama de la gauche radicale en Europe. Mais sa présentation se limite aux partis, et en particulier ceux qui obtiennent des résultats électoraux. Ses partis s'apparentent davantage à des pépinières d'arrivistes. Avec des résultats électoraux médiocres, ils s'attachent à participer à des gouvernements socio-libéraux comme dans les pays scandinaves. En revanche, les luttes sociales dans les différents pays européens ne sont malheureusement pas évoquées. Cette autre gauche est même parfois liée à des syndicats qui collaborent aux plans d'austérité, comme en Espagne.

Philippe Marlière évoque les débats qui traversent la gauche radicale. Il observe une droitisation de la social-démocratie qui se soumet au dogme néolibéral. Dès lors, un espace s'ouvre sur sa gauche. Le mouvement altermondialiste dénonce la marchandisation des services publics.

Pour le reste, les analyses de Philippe Marlière sont celles d'un universitaire bourgeois effarouché par le moindre mouvement populaire. Il met en garde contre une radicalisation du Front de gauche et sur une éventuelle dérive « sectaire ». Dans le monde réel, ce parti regroupe des arrivistes et des bureaucrates qui ne veulent surtout pas remettre en cause leur rôle et leur place dans l'ordre social. La radicalité de Philippe Marlière n'est pas celle de Marx qui propose de prendre les choses à la racine pour critiquer les fondements du capital. Pour Philippe Marlière, « *la gauche radicale fait le pari que des changements profonds peuvent être réalisés par le biais des élections* ». Ses partis s'opposent donc à un mouvement de rupture révolutionnaire. « *On peut toutefois remarquer que dans la conduite de leur action politique, nombre de partis de la gauche radicale adoptent une démarche réformiste qui les rapprochent de la social-démocratie* », se réjouit même Philippe Marlière.

Ce constat semble pourtant pertinent. La « gauche radicale » s'apparente effectivement à la vieille social-démocratie avec ses pratiques électoralistes et bureaucratiques. L'universitaire, malgré ses idées contestables, a au moins le mérite de présenter clairement le débat souvent éludé. « *La gauche radicale a donc opté pour la voie parlementaire vers le socialisme. Le choix entre une approche révolutionnaire et réformiste s'est posé très tôt et a placé la gauche devant un dilemme qui ne peut être aisément dépassé* », souligne Philippe Marlière. Pourtant, il estime qu'un mouvement qui regroupe le prolétariat ne peut être que minoritaire. Il semble alors nier l'histoire des révoltes sociales et du mouvement ouvrier, pourtant présentée par Jean Numa Ducange au chapitre précédent.

L'idéologie de cette gauche radicale s'apparente à un communisme relooké qui dénonce surtout la finance. Ses partis se conforment aux règles de la démocratie parlementaire et des élections. Ses partis demeurent des groupuscules qui ne rassemblent plus une fraction importante de la classe ouvrière. Cette gauche défend l'État social pour réguler l'économie.

Cette politique réformiste privilégie logiquement le repli national contre l'Europe. L'intervention de l'État ne peut se réaliser qu'à une échelle nationale. Ce discours peut alimenter la montée des idéologies nationalistes.

La gauche radicale s'apparente à une nébuleuse aux contours politiques peu définis. En dehors de la présentation historique de Jean Numa Ducange, les autres contributions imposent un cadrage douteux. Le mouvement libertaire, en dehors des partis et des syndicats, n'est même pas évoqué. Ses courants anti-bureaucratiques sont actifs dans les luttes sociales et développent des réflexions dans la perspective d'une rupture avec l'État et le capitalisme. Surtout, l'actualité de la gauche radicale se limite aux appareils politiques et aux bureaucraties électoralistes. Les luttes sociales, leurs formes d'organisation, leurs forces et leurs limites ne sont mêmes pas évoquées.

Cette gauche radicale apparaît bien comme une extrême gauche du capital qui prétend gérer la barbarie marchande de manière alternative mais toujours aussi inhumaine. Un peu plus d'État et de cogestion syndicale ne changent rien. Seule l'auto-organisation et la radicalisation des luttes peuvent permettre de combattre l'austérité. Ses luttes doivent également combattre les bureaucrates de « l'autre gauche » pour détruire le capital et ouvrir de nouvelles possibilités d'existence.

Source : Jean-Numa Ducange, Philippe Marlière, Louis Weber, *La gauche radicale en Europe*, Éditions du Croquant, 2013

Articles liés :

Le marxisme critique selon Karl Korsch
Congédier la gauche (de gauche)
Sociologie, gauche radicale et pensée critique
Réinventer la politique face à la gauche
La gauche au pouvoir pour servir le capital

Pour aller plus loin :

Radio Vosstanie : "[Qu'est-ce que la gauche du capital ?](#)", émission du 29 juin 2013
"[Gauche radicale](#)" sur le site Avanti
"[Les Illusions Gauchistes](#)" sur le site Non Fides
Catta, "[Nous voulons détruire la gauche](#)", publié sur le site Infokiosques le 10 janvier 2004
Patsy, "[La gauche radicale en Europe](#)", publié sur le site Le Monde comme il va le 24 novembre 2013

Penser le processus révolutionnaire



Après les soulèvements populaires doit s'amorcer un processus révolutionnaire pour empêcher toute forme de retour à la normale.

Depuis trois ans, des révoltes embrasent le monde. Il n'en faut pas moins aux éditions La Fabrique pour reprendre le ton insurrectionnaliste du best seller *L'insurrection qui vient*. Cette fois-ci, c'est Éric Hazan lui-même qui tient la plume, accompagné d'un mystérieux Kamo. Pourtant, ce nouveau livre reprend la recette qui a fait le succès du Comité invisible. Un format court et un style vif.

« Ce texte se propose humblement de rouvrir la question révolutionnaire », présentent Éric Hazan et Kamo.

Ce projet ambitieux semble néanmoins mal engagé avec un inventaire dans lequel les conseils ouvriers côtoient la dictature du prolétariat. Donc deux conceptions radicalement opposées de la politique entretiennent la confusion autour du terme « révolutionnaire ». Mais le livre permet de s'extraire d'une tradition contestataire désormais incontournable : le programme politique avec ses réformettes bien ficelées.

Ce texte pose des questions indispensables. « *Quels moyens mettre en œuvre afin de devenir ingouvernables et, surtout, de le rester ? Comment faire en sorte qu'au lendemain de l'insurrection la situation ne se referme pas, que la liberté retrouvée s'étende au lieu de régresser fatalement - en d'autres termes, quels ont les moyens adéquats à nos fins ?* », interrogent Éric Hazan et Kamo. La pertinence de ses questions s'éclaire d'autant plus au regard de l'effondrement des révoltes dans les pays arabes et ailleurs.

La rupture avec l'existant

Kamo et l'auteur de *LQR* attaquent les concepts qui maintiennent l'ordre social. La démocratie ne peut s'appuyer que sur l'affirmation du suffrage universel comme seule légitimité. Les « marchés », désormais personnalisés, imposent une vision du monde en faveur de la finance et des possédants. La collusion entre l'État et les marchés semble incarnée par les inspecteurs des finances, ses hauts fonctionnaires qui n'hésitent pas à se mettre au service des entreprises. La crise s'apparente également à un discours qui permet de renforcer le pouvoir des patrons. « Or, ce que l'on appelle crise est un outil politique essentiel pour la gestion des populations aussi bien productives que surnuméraires », observent Éric Hazan et Kamo. Les bureaucrates et le « personnel politique » se contentent de gérer l'ordre existant et de faire accepter les décisions au peuple.

La gauche et l'extrême gauche se gardent bien d'attaquer le capitalisme démocratique. L'oppression marchande doit être seulement régulée et encadrée pour devenir plus vivable et plus morale. « Nulle part il n'est question de lui faire subir le même sort qu'on connu par le passé bien des régimes d'oppression, de lui donner une bonne fois congé, et pour toujours », déplorent Éric Hazan et Kamo. Les partis et les intellectuels refusent toujours d'évoquer une perspective de rupture révolutionnaire.

Le texte devient plus contestable lorsqu'il relativise l'importance de l'aliénation et de la destruction des relations humaines. Il reprend le refrain de la deuxième partie de *L'insurrection qui vient* pour prophétiser une onde de choc qui devrait inéluctablement embraser la planète. Ce discours sympathique estime qu'il suffit de parler de révolution pour la faire advenir. Mais les auteurs insistent pertinemment sur l'indispensable analyse des échecs historiques. « On ne se dirige pas dans une époque sans avoir appris des échecs révolutionnaires, ceux qui ont entraîné les défaites et plus encore ceux qui ont suivi les victoires », soulignent Éric Hazan et Kamo.

Dans l'histoire de France comme dans les pays arabes les révolutions populaires sont suivies de gouvernements provisoires et d'élections qui visent à enterrer la révolte.

C'est l'idée d'une période de transition qui enterre toute forme de révolution. Lorsque la machine bureaucratique continue de fonctionner, la révolte se retrouve étouffée. Mais une autre démarche peut émerger. « Ce dont il s'agit ici n'est pas de rédiger un programme mais de tracer des pistes, de suggérer des exemples, de proposer des idées pour créer immédiatement l'irréversible », précisent Éric Hazan et Kamo. C'est souvent la peur du chaos et de l'inconnu qui favorise le retour à la normale. Dans un processus de révolution, le fonctionnement de la bureaucratie doit être paralysé. Les réunions doivent être bloquées. « Nous couperons leurs lignes de communication, leur intranet, leurs listes de diffusion, leurs lignes téléphoniques sécurisées », proposent Éric Hazan et Kamo. Il ne faut pas prendre les lieux du pouvoir mais les bloquer.



L'abolition de l'ordre marchand

La révolution passe par une abolition du travail. D'ailleurs, plus personne ne croît aux discours creux sur la ré-industrialisation ou le retour au plein emploi. Mais la transformation sociale doit surtout réinventer tous les aspects de la vie. « *Une situation révolutionnaire ne se résume pas à une réorganisation de la société. C'est aussi, c'est surtout l'émergence d'une nouvelle idée de la vie, d'une nouvelle disposition à la joie* », soulignent Éric Hazan et Kamo. L'activité humaine ne doit plus reposer sur la contrainte du travail mais sur le désir et le plaisir.

« *Ce qui peut, ce qui doit être fait au lendemain de l'insurrection, c'est disjoindre travail et possibilité d'exister, c'est abolir la nécessité individuelle de « gagner sa vie »* », soulignent Éric Hazan et Kamo. Cette nouvelle manière de vivre doit sortir des rapports sociaux capitalistes, avec l'argent comme intermédiaire des relations humaines. Les moments de révolte, sur la place Tahir ou en Mai 68, dessinent cette nouvelle possibilité d'existence. Ce sont ses mouvements de lutte, à la base, qui doit construire la nouvelle société. « *L'abolition de l'économie n'est pas quelque chose qui se décrète, c'est quelque chose qui se construit, de proche en proche* », précisent Éric Hazan et Kamo.

L'abolition de l'argent passe surtout par la généralisation de la gratuité, à commencer par la nourriture et le logement. L'appropriation devient alors inutile et ridicule lorsque les besoins essentiels deviennent accessibles à tous. La fausse bonne idée du revenu universel, prônée notamment par Toni Negri, ne remet pas en cause l'ordre social et ne fait qu'aménager la misère existentielle. « *Il maintient cela même que le processus révolutionnaire doit abolir : la centralité de l'argent pour vivre, l'individualisation du revenu, l'isolation de chacun face à ses besoins, l'absence de vie commune* », analysent Éric Hazan et Kamo. L'économie, dès ses origines, permet d'asservir les individus à la puissance matérielle du souverain. L'économie s'apparente à une science de contrôle des esclaves. La valeur marchande n'est que le moyen de cet asservissement pour quantifier et contrôler l'activité des esclaves. Le règne de l'évaluation et de la quantification révèle l'emprise du capitalisme jusque sur nos corps et sur nos vies. L'économie ne doit donc pas être régulée ou encadrée mais supprimée. « *L'abolition du capitalisme, c'est avant tout l'abolition de l'économie, la fin de la mesure, de l'impérialisme de la mesure* », soulignent Éric Hazan et Kamo.

Le travail demeure une activité vide de sens et aliénante, qui dépossède les individus de la conduite de leur vie. Les activités indispensables ne doivent pas se faire dans la contrainte, mais dans le plaisir de la rencontre et de la vie collective.

« *La fin du travail obligatoire, la fin de la dictature de l'économie auront pour conséquence quasi mécanique la fin de l'État* », soulignent Éric Hazan et Kamo. Pendant les moments révolutionnaires, la vie s'organise sans la nécessité d'un État ou d'une quelconque direction centrale. L'appareil d'État ne sert à rien, sinon à sa propre reproduction. La priorité des politiciens demeure leur réélection. Surtout, l'État éloigne le peuple de la prise de décision. Les intérêts des politiciens convergent avec ceux des capitalistes pour maintenir le bon fonctionnement de l'ordre social.

Le pouvoir central doit disparaître au profit d'assemblées. Mais ses organisations doivent se défaire des tares du parlementarisme et de la politique bourgeoise. En revanche, les exemples donnés par le texte semblent peu convaincants. Le « bar-épicerie » de Tarnac, petite entreprise de pseudo-contestation, et la bureaucratie « autogérée » de Marinalada, avec son « maire réélu sans discontinuer depuis trente ans », sont présentés comme des modèles. L'autogestion du capitalisme et de la misère existentielle ne sont évidemment pas des solutions acceptables. L'abolition des relations marchandes n'est d'ailleurs pas clairement envisagée dans ses « modèles ».

Réinventer la vie

La révolution ne doit pas craindre le désordre et le conflit pour expérimenter de nouvelles manières de vivre. Cette démarche s'oppose à la dépossession de la conduite de nos vies. « *L'irréversible, c'est de restaurer la prise que les humains ont perdu sur leurs conditions immédiates d'existence* », soulignent Éric Hazan et Kamo. La satisfaction des besoins ne peut s'organiser qu'à l'échelle locale. Le processus révolutionnaire ne peut pas se limiter à un simple « appropriation collective » des moyens de production. Ce sont tous les aspects de la vie qui doivent être réinventés.

Internet et les réseaux sociaux doivent également être critiqués. Les sites de rencontres révèlent également l'isolement et la misère existentielle. Pour Éric Hazan et Kamo, « *jamais un tel système ne remplacera la palabre, le contact avec les yeux et les mains, les verres bus en commun, l'enthousiasme et les disputes, les véritables "rapports sociaux" qui ne sont pas du domaine de la sociologie mais de l'amitié* ».

Le processus révolutionnaire doit permettre, contre la culture conformiste et standardisée, une libération de la créativité.

Un nouveau fascisme émerge dans une Europe en crise. Les idées racistes se banalisent. Mais l'antifascisme relève de l'imposture car, sous couvert de lutter contre l'extrême-droite, il semble défendre la démocratie libérale. « *C'est la poussée révolutionnaire, l'éveil fraternel de toutes les énergies comme dit Rimbaud, qui renverra les apprentis fascistes à leur néant* », tranchent Éric Hazan et Kamo.

Les auteurs appellent à l'organisation pour permettre aux révoltes de se coordonner et de se radicaliser. Cette organisation est évidemment différente de la forme Parti qui ne fascine encore que les débris du bolchevisme. « *S'organiser, c'est faire évoluer des groupes en constellations subversives par le jeu des amitiés, des espoirs partagés, des luttes menées en commun, de proche en proche* », précisent Éric Hazan et Kamo.

Ce livre semble plus accessible que *L'insurrection qui vient*. Surtout, il semble plus précis sur le processus de rupture révolutionnaire. Il propose des pistes de réflexion qui vont au-delà du constat. Sur ce point, il semble plus précis que le Comité invisible qui se contente d'un blanquisme relooké. Ce texte permet d'ouvrir un indispensable débat sur les perspectives révolutionnaires.

Cependant, les références historiques du texte d'Éric Hazan et Kamo ne sont pas toujours très libertaires. La Révolution française, et son jacobinisme frelaté, demeure la référence majeure. Les mouvements libertaires et le communisme de conseils ne sont pas évoqués. Ses *Premières mesures révolutionnaires* n'attaquent donc pas clairement les dérives bureaucratiques et autoritaires des révoltes sociales.

Ses quelques pistes de réflexion se révèlent trop souvent déconnectées des luttes sociales et des expériences d'auto-émancipation du prolétariat. Tarnac et Marinalada demeurent les seuls exemples concrets et se révèlent pourtant très limités. Ses lieux ne font que se confectionner un nid douillet à l'intérieur de la société marchande.

Pourtant, ce texte va également au-delà des pleurnicheries gauchistes. Il évoque la perspective d'une rupture révolutionnaire. Surtout il s'attache à un processus de transformation qualitative de la vie. La force du Comité invisible réside dans sa description de l'atomisation des relations humaines. Éric Hazan et Kamo prennent en compte cet aspect, toujours délaissé par les gauchistes de tous bords. La révolution doit permettre de transformer le monde pour changer la vie.

Source : Éric Hazan & Kamo, *Premières mesures révolutionnaires*, La Fabrique, 2013

Articles liés :

Elections : piège à moutons
Vers un renouveau de la pensée critique
Pressions et gestes pour agir contre le capital
Fissurer l'emprise du capital sur la vie
Créer des communautés contre le capitalisme
La grève illimitée, une ouverture des possibles

Pour aller plus loin :

Un entretien audio d'Alternative Libertaire avec Eric Hazan : [Dialogue autour de "Premières mesures révolutionnaires"](#) par Théo Rival (AL Orléans), Jean-Yves Lesage (AL 93) et Guillaume Davranche (AL Montreuil), publié sur le site d'Alternative Libertaire le 7 octobre 2013

Radio : [émission Là-bas si j'y suis](#) du 2 octobre 2013

Radio : ["Comment définir une situation insurrectionnelle ?"](#), émission La Grande Table sur France Culture diffusée le 26 novembre 2013

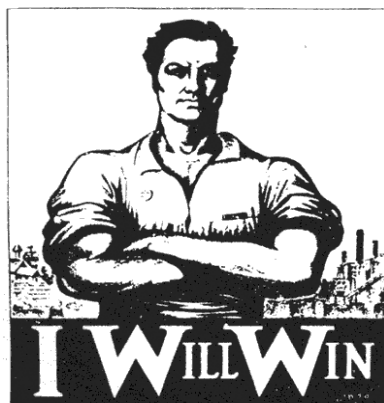
Vidéo : ["Eric hazan et l'insurrection, d@ns le texte"](#), diffusée sur le site [Arrêt sur image](#) le 5 mai 2009

Vidéo : Camille Polloni et Aurélie Champagne, [Eric Hazan : "La révolution n'est pas terminée"](#), publié le 9 septembre 2012 sur le site Rue 89 ([Vidéo intégrale de l'entretien](#))

Franz B., ["Premières mesures révolutionnaires de Eric Hazan et Kamo : une lecture critique"](#), publié sur le blog des Communistes libertaires de Seine-Saint-Denis (AL 93) le 31 octobre 2013

J.-C. Martin, ["De la révolte comme d'un art appliqué aux barricades / Hazan, Kamo, Zizek, Horvat"](#), publié sur le site Strass de la philosophie le 6 septembre 2013

Guerre de classe et illégalisme en Amérique



L'écrivain Louis Adamic décrit la violence ouvrière dans le cadre de la guerre de classe qui se déroule aux États-Unis de 1830 à 1930.

Les luttes ouvrières sont souvent marquées par leur violence. En 2010, dans une période de licenciements, les séquestrations de patrons semblent effrayer la bourgeoisie. C'est dans ce contexte que les éditions Sao Mai traduisent un livre de Louis Adamic sur l'histoire de la violence de classe en Amérique. La CGT, principal syndicat en France, semble avoir délaissé la grève générale et le sabotage préconisés au début du XX^{ème} siècle, pour se conformer à la routine bureaucratique. Au contraire, l'histoire de la classe ouvrière permet de puiser une variété de pratiques de luttes qui ne s'embarrassent pas de la légalité bourgeoise.

Le texte de Louis Adamic, publié en 1931, évoque la relation entre lutte ouvrière et criminalité aux États-Unis. Dans une société qui valorise la réussite et la concurrence, le prolétariat ne peut que s'appuyer sur l'illégalisme pour survivre. Un véritable syndicat du crime peut alors se développer. La criminalité peut également reposer sur un refus du travail et de l'usine.

Débuts du mouvement ouvrier

A partir de 1830, de nombreux immigrants débarquent en Amérique. Mais ils doivent subir d'ignobles conditions de travail pour pouvoir survivre.

Mais, dans les années 1860-1870, les *Molly Maguires* se développent comme une société secrète. Leur nom provient de la veuve Molly Maguire qui s'oppose au système de rente dans l'Irlande de 1840. Ses groupes de mineurs irlandais n'hésitent pas à utiliser la violence face à leurs oppresseurs. « *Tout propriétaire, tout agent assermenté expulsant un paysan du coin pour cause d'impayés, prenait le risque de signer du même coup son arrêt de mort* », décrit Louis Adamic. Les patrons et propriétaires des mines vivent dans la terreur.

Les tabassages et assassinats sont décidés en réunions et des personnes, étrangères à la région du propriétaire, sont désignées pour réaliser l'exécution. Mais des détectives privés parviennent à identifier des meurtriers. La répression s'abat alors sur les *Molly Maguires* à partir de 1870. Cette violence ouvrière s'oppose à la brutalité de l'exploitation capitaliste. « *En éliminant physiquement des propriétaires miniers et des employeurs, en en tabassant des centaines d'autres, ceux-ci améliorèrent, sans aucun doute possible, les conditions générales de travail* », estime Louis Adamic.

A partir de 1860 s'amorce la période de l'industrialisation et du capitalisme triomphant. « *La nation tout entière se lançait à la croisade de la réussite matérielle. Réussir à tout prix ! Au diable perdants et minables !* », décrit Louis Adamic. La population intériorise cette idéologie capitaliste. La concurrence sur le marché du travail prime sur la solidarité de classe. A partir de 1873, une crise économique se développe. Les réductions de salaires déclenchent des grèves. Mais les manifestations de rue sont violemment réprimées. En 1877, une grève des Chemins de fer éclate spontanément. La grève s'étend et les affrontements avec la Garde Nationale se multiplient. Dans un dépôt ferroviaire, des wagons sont incendiés. Dans de nombreuses villes, comme Baltimore ou Chicago, des émeutes ouvrières éclatent. Des troupes anti-émeutes de 20 000 hommes ont du être mobilisées pour mettre un terme au mouvement. Ses insurrections spontanées font peur à la bourgeoisie, plus facilement rassurée par des mouvements encadrés et dirigés qui peuvent être plus facilement démantelés. « *Le prolétariat montrait tout simplement de puissantes dispositions à subvertir l'ordre existant* », souligne Louis Adamic.

Durant les années 1870, la ville de Chicago abrite plusieurs mouvements révolutionnaires. Le Parti Socialiste Ouvrier (PSO) comprend un courant radical qui se réfère aux idées marxistes mais aussi anarchistes. En 1881 est créé le Parti Socialiste Révolutionnaire qui préconise la propagande par le fait. Johann Most, qui exalte l'attente contre les autorités, devient le chef de file des mouvements radicaux. Contre les politiciens et les exploiters, il se réfère à la pensée de Bakounine. « *Qu'on s'en remette à l'inextinguible esprit de destruction et d'annihilation qui fait aussi le printemps d'une vie nouvelle. La joie de la destruction est une joie créatrice !* », estime Bakounine. Les combats de rue et la dynamite sont valorisés par Most.

Les organisations ouvrières se multiplient. La grève ou le boycott peuvent permettre de négocier avec les patrons des améliorations des conditions de travail. Mais, face à la brutalité de l'exploitation capitaliste, la violence est considérée comme la seule arme des travailleurs. Les échecs électoraux alimentent la radicalisation des partis ouvriers et le développement de l'anarchisme à Chicago. Avec la crise industrielle de 1884-1886, la tension sociale s'intensifie. La journée de 8 heures devient le mot d'ordre qui fédère l'ensemble du mouvement ouvrier, y compris les anarchistes qui rejettent les revendications réformistes.

A Chicago, en 1886, un meeting est organisé sur la place de Haymarket. Sous une pluie battante, à la fin du meeting, la police décide d'intervenir pour évacuer les lieux. Face à cette provocation, une bombe explose. Les troupes policières tirent alors sur la foule des travailleurs. Les anarchistes répliquent également par des coups de feu. Mais cet épisode s'achève par un véritable massacre avec de nombreux morts, surtout du côté des travailleurs. Après ce carnage, la répression s'abat sur les anarchistes. La bourgeoisie, mais aussi les ouvriers, dénoncent la violence révolutionnaire. Des anarchistes sont jugés non pour leurs actes, mais pour leurs discours et leurs idées.

Mais, au moment de l'exécution plus d'un an après, les condamnés apparaissent comme des martyrs héroïques. Pourtant, après la bombe de Haymarket, le mouvement ouvrier s'effondre et toutes les grèves lancées par des syndicats échouent. L'American Federation of Labor (AFL) est créé. Mais ce regroupement syndical repose sur des bases corporatistes et réformistes. Si leur direction semble médiocre et corrompue, les syndicats fourmillent d'anarchistes.



Syndicalisme et luttes ouvrières

Pour s'opposer au mouvement ouvrier révolutionnaire, l'État et les patrons limitent le cadre de la légalité. Les moyens légaux deviennent alors de plus en plus limités pour les travailleurs. La moindre pratique de lutte incite alors à sortir de la légalité. Tandis que la bourgeoisie vit dans l'opulence et le luxe jusqu'à la vulgarité, la population subit la misère et la faim. Dans ce contexte, en 1893, le politicien populiste Coxey organise une marche de chômeurs vers Washington. Mais cette agitation ne débouche vers aucune perspective politique. En 1894, une importante grève éclate dans le secteur des chemins de fer à Chicago. Ce mouvement a, de nouveau, effrayé la bourgeoisie. Des grèves éclatent également à l'Ouest des États-Unis. La Fédération des mineurs de l'Ouest (FMO) s'inscrit dans une ligne politique très radicale. La violence révolutionnaire est alors banalisée, surtout lorsque les patrons engagent des milices privées. « *Les dirigeants eux-mêmes courraient d'une bataille à l'autre, faisant aussi bien le coup de poing que le coup de feu contre les briseurs de grève et les troupes d'État* », décrit Louis Adamic. En 1905, la FMO se fédère avec d'autres syndicats de lutte pour créer l'IWW (Industrial workers of world). Cette organisation révolutionnaire vise l'abolition du capitalisme pour permettre aux travailleurs de reprendre la maîtrise de leurs conditions de vie. Mais cette nouvelle structure ne s'appuie pas sur une ligne politique claire. Des marxistes, des anarchistes et des partisans de l'action directe côtoient des politiciens opportunistes. Mais, en 1908, la tendance révolutionnaire prédomine. Pour l'IWW, la lutte des classes doit « *se poursuivre jusqu'à ce que les travailleurs du monde entier, organisés en une seule classe, prennent possession de la terre et de l'outil de production, et abolissent le salariat* ». Les wobblies, comme se nomment les membres de l'IWW, lancent de nombreuses grèves. Les wobblies se distinguent du syndicalisme corporatiste et réformiste de l'AFL.

Gombers, le dirigeant de l'AFL, estime que le syndicalisme doit se conformer au cadre de la légalité. Il s'oppose à la violence et au sabotage pratiqué par les révolutionnaires. Soucieux de respectabilité, Gombers ne cesse de dénoncer les émeutiers. Mais l'AFL n'hésite pas à pratiquer la violence et à faire usage de la dynamite. Pourtant, son discours discrédite les pratiques de lutte. « *Cette duplicité des chefs s'exerçait, pour moi, au détriment non pas des syndicats pratiquant la destruction de biens, la brutalité et le meurtre, qu'au mouvement syndical tout entier* », estime Louis Adamic. Les ouvriers du bâtiment, notamment les sidérurgistes, ont très souvent recours à la violence. Le patronat de ce secteur n'hésite pas à recruter des criminels pour briser les grèves. Seule la destruction de ponts et de bâtiments permet de faire plier les patrons. De 1905 à 1910, les salaires augmentent à coups de dynamite. Otis, puissant patron, est également propriétaire du *Los Angeles Times*. Il déteste les syndicats et fait régner la terreur capitaliste. L'AFL décide alors de faire exploser le siège du *Los Angeles Times*. Mais la bombe détruit tout le bâtiment et vingt personnes meurent dans l'explosion. Otis accuse immédiatement les syndicalistes, hostiles à la liberté d'entreprendre et à la grandeur de Los Angeles. En revanche, les syndicalistes dénoncent une fuite de gaz et la vétusté de l'immeuble qui explique un tel carnage. En effet, l'objectif de l'explosion n'était pas de tuer. L'arrestation des frères McNamara, les dirigeants de l'AFL, devient une affaire politique qui symbolise la lutte des classes. « *Celle-ci était désormais l'affaire de la lutte toute entière du capitalisme et de sa cupidité contre les travailleurs* », résume Louis Adamic. Tous les dirigeants de l'AFL, une grande partie de la population et même le candidat socialiste à la mairie de Los Angeles, soutiennent les inculpés. Mais les accusés doivent plaider coupables. Ils avouent avoir organisé l'explosion, sans la volonté de tuer. Dès lors, seuls les révolutionnaires et l'IWW continuent à défendre les frères McNamara et la pratique du dynamitage. En revanche, les dirigeants socialistes dénoncent le syndicalisme et la violence. Plusieurs dirigeants de l'AFL sont également confrontés à la justice. Ce syndicalisme réformiste ne peut plus s'appuyer sur sa respectabilité. Le mouvement syndical de l'AFL s'effondre progressivement.

Répression des mouvements radicaux

De 1912 à 1917, la guerre de classe devient beaucoup plus violente. Mais c'est le patronat qui est à l'offensive. Des briseurs de grèves, armés, n'hésitent pas à tirer pour tuer des ouvriers désarmés et pacifistes. A San Francisco, l'effondrement du syndicalisme renforce le mouvement révolutionnaire qui s'approprie les pratiques les plus explosives. Thomas Mooney, pilier de la Fédération du Travail de Californie (FTC), illustre cette contestation aux accents libertaires. Dans un contexte de guerre mondiale, bercé par le patriotisme et le militarisme, une bombe explose à côté d'un cortège d'uniformes et de drapeaux. Tom Mooney est alors arrêté, avec d'autres anarchistes partisans de l'action directe. Billings et Mooney passent 23 ans en prison avant d'être finalement innocents. Le patronat n'hésite évidemment pas à exploiter la tragédie de l'explosion pour mieux servir ses intérêts et discréditer le mouvement ouvrier révolutionnaire. En dehors des wobblies, tous les syndicalistes défendent l'intervention militaire des États-Unis dans la guerre mondiale. Le mouvement ouvrier semble laminé. « *Cette longue série de défaites avait fini par détruire chez les syndicalistes toute confiance en leur propre capacité de résistance au pouvoir, et à la détermination, de leurs adversaires* », décrit Louis Adamic. Mais, en 1917, l'offensive ouvrière reprend. Le secteur de la sidérurgie, grâce à ses pratiques radicales, reste fortement organisé. William Foster tente de lancer une vague d'agitation dans la métallurgie, un secteur clé du capitalisme. Malgré la modération de l'AFL, en quête permanente de respectabilité, les ouvriers désirent déclencher une grève. Les soulèvements locaux se multiplient. Les syndicalistes, au contraire, voulaient simplement négocier avec les patrons. « *Nous avons essayé de trouver une porte de sortie, en vain. Cette grève ne vient pas des dirigeants. Elle vient de la base syndicale* », s'excusent les bureaucrates syndicalistes dans une lettre envoyée au président des États-Unis. Les capitalistes recrutent des milices armées pour briser la grève. Les ouvriers restent pacifistes et non-violents. Face à la peur et à la répression, ils doivent reprendre le travail. La guerre de classe ne peut que s'accompagner de la violence et du son de l'explosion.

L'IWW parvient à s'implanter et à développer un syndicalisme de lutte. Mais les wobblies sont constamment traqués par des truands au service des patrons. Pour défendre leur local de Centralia, les wobblies doivent même riposter par des coups de feu. En 1920, Sacco et Vanzetti sont arrêtés pour meurtre et pour braquage. Ses deux anarchistes sont surtout suspects car ils participent activement aux luttes sociales. « *Cet homme pourrait, certes, ne pas avoir commis le crime qui lui est aujourd'hui attribué, mais il est toutefois moralement coupable en tant qu'ennemi des institutions existantes* », déclare même le juge qui condamne Vanzetti. L'exécution des deux anarchistes vise à terroriser tous les mouvements de contestation. De 1911 à 1920, la violence de classe provient presque toujours des intérêts capitalistes. Ses massacres appellent à une vengeance du prolétariat.



De la révolte à la criminalité

A partir des années 1920, c'est le patronat qui semble à l'offensive. Les républicains accèdent au pouvoir et le contrôle des syndicats sur le marché du travail est brisé. Le mouvement ouvrier semble s'effondrer.

La criminalité devient alors la seule solution. Les syndicats recrutent des « racketteurs » qui sont des cogneurs de métier. Explosions, tabassages, assassinats : la violence doit permettre de mettre la pression sur les patrons qui méprisent les droits des ouvriers. Seules ses pratiques assurent la survie des organisations syndicales. « Une fois de plus la dynamite et le coup de poing les avaient sauvées, particulièrement dans le secteur du bâtiment », observe Louis Adamic.

Les juges et les jurés refusent de condamner cette violence syndicale pour cause de représailles.

Les criminels deviennent de plus en plus présents dans les bureaux des syndicats et, progressivement, prennent le contrôle des organisations ouvrières. A Chicago, des gangsters comme ceux de la bande d'Al Capone dirigent les syndicats et exercent ainsi une influence politique. Ils assurent une « protection permanente » du syndicat contre un salaire versé chaque mois. Les syndicalistes défendent cette violence criminelle qui demeure le seul moyen de s'opposer à la terreur patronale. Le racket syndical permet d'entamer des carrières criminelles. Inversement, la violence rythme la guerre de classe en Amérique. « L'histoire des gangsters et celle des travailleurs syndiqués sont inextricablement liées », résume Louis Adamic.

A l'origine, les gangs regroupent des petits truands sans envergures. Mais dès lors qu'ils sont utilisés dans le cadre de la guerre de classe, ils construisent de véritables organisations criminelles. Les anciens syndicalistes ouvriers enseignent leurs pratiques aux criminels, comme manier les explosifs.

Le racket de « protection » devient un important secteur d'activité criminelle. Les gangsters déterminent d'abord un périmètre de la ville à contrôler. Ensuite, les commerçants doivent payer pour leur protection. Les gangsters empêchent les autres criminels et commerçants concurrents de s'installer dans le quartier. Ils ouvrent ensuite des lieux comme des bars clandestins pour permettre leur trafic d'alcool. La criminalité permet d'échapper au travail ouvrier et de gagner rapidement beaucoup d'argent. Un gangster comme Al Capone est même soutenu par la population. Il aide financièrement les plus pauvres à partir du racket sur les riches.

Les prolétaires refusent de subir les conditions de vie de classe ouvrière et rejoignent alors dans la classe criminelle. Même les gangsters les plus puissants sont issus dans classes populaires. La misère et le chômage favorise l'essor du crime organisé. L'illégalisme devient largement préférable à la condition de l'honnête ouvrier.

Les travailleurs de l'industrie doivent essayer insultes et humiliations. Demander un travail ou obéir à un patron détruit toute forme de dignité. « Dans le racket, au moins, vous pouviez être quelqu'un », tranche Louis Adamic. En l'absence de mouvements collectifs de lutte, le basculement dans la vie criminelle s'impose alors comme une évidence.

Louis Adamic évoque des criminels rencontrés en 1929. « Leur mépris du pouvoir en place était sans bornes. Leur statut de hors-la-loi ne les embarrassait nullement. Ils étaient parfaitement conscients de leur supériorité vis-à-vis de la loi et du pouvoir policier », décrit l'écrivain. Des anciens gauchistes refusent de s'enfermer dans le cadre de la légalité pour assurer leur survie. Le trafic d'alcool est justifié par la nécessité d'enfreindre la loi. L'exploitation capitaliste s'apparente à une forme de racket légal. Il devient alors normal de racketter les patrons. « Qu'est-ce qui est pire : le dynamitage d'un immeuble, ou le licenciement de milliers d'hommes au milieu de l'hiver, quand leur famille crève la dalle ? », justifie un gangster. Il méprise les prolétaires qui préfèrent baisser la tête, se soumettre et être humiliés en silence. « Ces maudits prolos et leur fichu docilité face à la souffrance : tout ça me rend malade », poursuit le criminel.

Dans les années 1920 les IWW défendent toujours leurs pratiques de lutte. Mais le syndicalisme semble davantage réprimé et encadré. Le sabotage doit permettre d'attaquer la production et les profits des patrons.

La grève du zèle permet de ralentir les cadences pour privilégier la paresse contre le travail. Pour les wobblies, « le devoir de nuire à la classe propriétaire, à chaque fois qu'une possibilité se présentait, semblait ne jamais abandonner », décrit Louis Adamic.

Les wobblies sont souvent des travailleurs précaires qui changent souvent de métier. Mais ils rejettent l'exploitation capitaliste et le culte du travail bien fait. « Nulle part je ne trouvais d'entraîn réel pour le travail, ni - de la part de personne - une fierté quelconque à se trouver obligé de bosser », témoigne Louis Adamic.

Les syndicats et le mouvement ouvrier s'effondrent. Mais des réflexes et des pratiques de lutte perdurent. « Il existait en revanche un puissant mouvement radical inorganisé impliquant des millions de travailleurs, qualifiés ou non, en dehors des syndicats et des partis politiques, socialistes ou communistes », décrit Louis Adamic. La radicalité ne s'exprime pas à travers un projet collectif mais surtout par un désir de vengeance personnelle.

Cet ouvrage présente une description passionnante de l'histoire des luttes ouvrières aux États-Unis. Mais il ne faut pas forcément en déduire une apologie de la violence. Loin de la démarche autoritaire et avant-gardiste des petits groupes armés, la violence politique doit permettre de construire une conscience révolutionnaire. « En définitive, la violence du prolétariat américain durera jusqu'à ce que les travailleurs acquièrent un esprit et des motivations révolutionnaires », souligne Louis Adamic. Seule la lutte radicale permet aux prolétaires de reprendre le contrôle de leur vie.

Source : Louis Adamic, *Dynamite ! Un siècle de violence de classe en Amérique (1830-1930)*, traduction inédite de l'anglais notes et notice de Lac-Han-tse et Laurent Zaïche, Sao Maï, 2010

Extrait de l'avant-propos de l'ouvrage, par les éditions Sao Maï, publié sur le site de la Coordination des intermittents et précaires (CIP-IDF)

Pour aller plus loin :

Ronald Creagh, *Histoire de l'anarchisme aux Etats-Unis d'Amérique (1826-1886)*, La Pensée sauvage, 1981

Article de Patsy, publié sur le site Le Monde comme il va, le 11 septembre 2011

Article de Laurent Jeanpierre, publié dans *Le Mondes des Livres* le 25 novembre 2010

Article publié sur le site du Cercle libertaire Jean-Barrué, le 9 avril 2012

Article de Christian Beuvain et Georges Ubbiali publié sur le site de la revue *Dissidences* le 12 novembre 2012

Article publié dans le journal Cause commune n°32 en Automne 2011

Rosa Luxemburg et le socialisme français



Rosa Luxemburg analyse le socialisme français pour dévoiler sa propre conception du mouvement révolutionnaire.

L'œuvre de Rosa Luxemburg semble mobilisée à divers titres. Aujourd'hui, la révolutionnaire fait l'objet d'un embaumement académique à travers un colloque universitaire très conformiste. Ses textes marxistes sont également mobilisés par le Parti Communiste Français des années 1930 pour dénoncer le réformisme de la social-démocratie. Mais c'est l'appropriation libertaire, incarnée par Daniel Guérin, qui demeure la plus intéressante. Contre toutes les formes d'autoritarismes, Rosa Luxemburg insiste sur la spontanéité révolutionnaire et l'auto-organisation du prolétariat.

L'historien Jean-Numa Ducange présente les textes de Rosa Luxemburg sur la France. Il permet de contextualiser des textes politiques écrits dans la perspective des débats politiques qui agitent le mouvement ouvrier allemand. Rosa Luxemburg s'oppose à la participation des socialistes au gouvernement en France en 1899. Elle privilégie la rupture radicale avec le capitalisme plutôt qu'un changement gradualiste à coups de réformes. Jean Jaurès devient l'une de ses cibles privilégiées. Rosa Luxemburg le considère comme un politicien bourgeois qui participe au Parlement. Le mouvement socialiste doit former un parti de classe autonome par rapport au monde bourgeois.

Comme Karl Marx, Rosa Luxemburg estime que la voie vers le socialisme nécessite de « briser l'État ». Elle critique également le centralisme politique. Mais elle préfère soutenir les guesdistes, des marxistes autoritaires et dogmatiques, plutôt que les anarchistes et le syndicalisme révolutionnaire. Mais, à partir de 1910, elle devient plus critique par rapport à la bureaucratisation de la social-démocratie. Rosa Luxemburg ne refuse pas toute forme d'action dans le cadre des institutions. Mais le Parlement demeure surtout une tribune destinée à la propagande révolutionnaire. Toutefois, elle insiste sur la spontanéité des masses pour bousculer l'inertie des parlementaires.

Le socialisme dans la France de la fin du XIX^{ème} siècle

En 1898, Rosa Luxemburg propose une analyse politique et sociale de la France. Le parti radical s'appuie sur une base sociale réduite qui ne comprend ni la bourgeoisie ni le prolétariat. En revanche, il peut s'appuyer sur une importante petite bourgeoisie de fonctionnaires et petits propriétaires.

La révolutionnaire évoque la démographie, la structure familiale et la misère sexuelle. « *Mais l'abstinence sexuelle forcée d'une grande partie de la classe populaire s'explique plus profondément par les conditions sociales et surtout économiques et matérielles de la nation* », observe Rosa Luxemburg. Le capitalisme semble alors conditionner tous les aspects de la vie quotidienne.

Les luttes ouvrières demeurent le meilleur moyen de diffuser les idées socialistes. En 1898, Rosa Luxemburg évoque le mouvement des cheminots et sa répression. « *Le capital brandit la carotte et le bâton pour ôter aux esclaves du travail toute velléité de faire usage de leurs droits de citoyen à s'organiser et à lutter* », observe Rosa Luxemburg. Les syndicalistes révolutionnaires privilégient la propagande pour la grève générale. Mais l'enjeu demeure surtout la création de caisses de solidarité pour organiser la grève générale.

Rosa Luxemburg regrette l'absence d'unité du mouvement ouvrier en France. Aucun parti social-démocrate ne parvient à se former. Mais elle relativise cet aspect. L'unité du socialisme se construit dans la lutte. Ce n'est pas un parti ou une avant-garde qui doit apporter la conscience de classe au prolétariat, mais la lutte. « *Ce n'est que sur la haute mer de la vie politique, dans une large lutte contre l'État présent, par l'ajustement de toute la richesse variée à la réalité vivante que l'on peut former le prolétariat et l'éduquer dans le sens de la social-démocratie* », souligne Rosa Luxemburg. Contre les anarchistes et les avant-gardes politiques qui privilégient la propagande, elle estime que seule la lutte peut apporter la conscience révolutionnaire au prolétariat. « *Et c'est la vie qui lui impose cette orientation avec une force irrésistible* », insiste Rosa Luxemburg.

Contre la participation socialiste au gouvernement

En 1899, Rosa Luxemburg critique la participation d'un ministre socialiste à un gouvernement bourgeois. Cette décision devient pourtant naturelle. En effet, Édouard Bernstein préconise l'intégration progressive du socialisme dans la société bourgeoise. Cette idéologie pense ainsi pouvoir transformer l'État bourgeois en État socialiste par la participation de ministres. Mais cette tactique ne débouche vers aucun véritable changement social. « *En effet, que ne saurait réaliser un ministre socialiste en fait de petites améliorations, d'adoucissements et de raccommode social de toutes sortes !* », ironise Rosa Luxemburg. Cette tactique tente d'aménager le capitalisme plutôt que de le supprimer. Seule la lutte des classes, contre le capitalisme et son État, permet de véritables changements. La social-démocratie doit donc affirmer son autonomie par rapport à la politique bourgeoise pour privilégier la lutte des classes.

« *Dans la société bourgeoise, la social-démocratie, du fait de son essence même, est destinée à jouer le rôle d'un parti d'opposition ; elle ne peut accéder au gouvernement que sur les ruines de l'État bourgeois* », précise Rosa Luxemburg.

La révolutionnaire défend le point de vue de Paul Lafargue. Ce socialiste refuse toute forme de collaboration gouvernementale. Jean Jaurès et les « indépendants » s'apparentent à une bourgeoisie opportuniste éloignée du mouvement ouvrier. « *Le ministre socialiste est un homme perdu pour le socialisme, quoi qu'il fasse* », affirme au contraire Paul Lafargue.

Rosa Luxemburg semble donc proche du courant de Jules Guesde qui se réfère à un marxisme orthodoxe. Mais la théoricienne observe également les dérives réformistes de ce courant qui finit par abandonner ses principes abstraits pour des succès immédiats.

En 1900, la révolutionnaire revient sur la participation socialiste au gouvernement. Rosa Luxemburg comprend bien la nature de l'État bourgeois avec sa bureaucratie qui empêche de réaliser la moindre réforme. Les socialistes, par leur participation à l'État, doivent alors se conformer à cette logique bureaucratique. « *L'entrée des socialistes dans un gouvernement bourgeois n'est donc pas, comme on le croit, une conquête partielle de l'État bourgeois par les socialistes, mais une conquête partielle du parti socialiste par l'État bourgeois* », observe la révolutionnaire.

Dans le cadre d'un gouvernement bourgeois, les réformes s'apparentent à des demi-mesures, comme l'illustre le bilan du ministre socialiste Millerand. Seule la lutte permet d'imposer de véritables réformes. « *Les concessions ne sont faites que sous la pression de la nécessité politique, pour apaiser la classe ouvrière stimulée par le parti socialiste* », observe Rosa Luxemburg.

La théorie et la pratique ne doivent pas être séparées. Pour la révolutionnaire les moyens déterminent la fin. La participation ministérielle ne peut pas permettre de changer la société. « *Le socialisme, qui a pour mission de supprimer la propriété privée des moyens de production et d'abolir la domination bourgeoise de classes, participe au gouvernement de l'État bourgeois, dont la fonction est de conserver la propriété privée et de perpétuer la domination de*

la classe bourgeoise », précise Rosa Luxemburg. L'État n'est donc pas un moyen de transformation sociale. Avec la participation de la social-démocratie au pouvoir, la classe ouvrière devient inféodée à la bourgeoisie républicaine. Comme Karl Marx, Rosa Luxemburg insiste sur l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. Au contraire Jean Jaurès préconise une alliance de la classe ouvrière avec la petite bourgeoisie du parti radical. Les députés socialistes renoncent alors à la lutte des classes « pour se transformer en un groupe parlementaire sans principes, navigant au gré des combinaisons du moment, en un pantin dont les mouvements seraient réglés par les partis bourgeois », raille Rosa Luxemburg. La classe ouvrière doit construire un mouvement autonome en opposition avec toutes les classes bourgeoises.



Une critique radicale de l'État et du capital

Les analyses de Rosa Luxemburg sont confirmées par les faits. Le gouvernement auquel participe Millerand n'est pas plus favorable à la classe ouvrière et le ministre doit être exclu de l'organisation socialiste. Le courant de Jaurès soutient la participation à ce pouvoir républicain à ses débuts. « *Cependant le gouvernement bourgeois, en dépit du fait qu'il avait un socialiste en son sein, ne cessa pas d'un être le gouvernement de la violence de classe, d'être une organisation gendarmo-policrière de la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire, et ne cessa pas, dans tous les domaines de la vie sociale, de servir fidèlement les intérêts de la classe capitaliste* », constate Rosa Luxemburg. L'État continue de tirer sur les ouvriers en grève. Le prolétariat s'éloigne alors d'un mouvement socialiste qui cautionne le gouvernement.

Mais, en 1905, le « Parti socialiste » est créé à travers la Section Française de l'Internationale Socialiste (SFIO). Ce mouvement repose sur des bases politiques claires qui semblent désormais exclure toute participation gouvernementale.

Ce nouveau parti doit favoriser l'autonomie politique de la classe ouvrière. « *Or l'unification socialiste, en France comme partout ailleurs, ne doit pas être le couplage mécanique de différentes fractions en une organisation, mais un mouvement vivant et unitaire qui entraîne avec lui l'ensemble du prolétariat dans le grand et puissant fleuve de la lutte des classes* », prévient Rosa Luxemburg. Le Parti socialiste doit être relié au mouvement ouvrier. À l'intérieur comme à l'extérieur du Parlement cette nouvelle organisation ne doit pas se contenter de devenir une opposition républicaine, mais doit imposer une politique ouvrière révolutionnaire.

Cet article insiste sur la dimension libertaire de la pensée de Rosa Luxemburg. Mais la théoricienne conserve certaines ambiguïtés. Elle dénonce la participation au pouvoir bourgeois au niveau de l'État central, mais pas à l'échelle municipale. Elle défend également la participation au Parlement comme tribune. La révolutionnaire, avant 1905, ne semble pas se rattacher à une pratique de lutte avant de découvrir l'invention par le prolétariat lui-même des soviets et des conseils ouvriers.

Pourtant, la révolutionnaire s'attache déjà à l'auto-organisation du prolétariat dans les luttes. Elle dénonce toutes les formes de bureaucraties, y compris dans l'anarcho-syndicalisme. Elle s'attache à défendre la construction d'un mouvement autonome du prolétariat par rapport à la politique bourgeoise. Karl Korsch radicalise cette position. Mais ce même courant révolutionnaire s'attache à penser une conception de la politique qui ne s'enferme pas dans les partis et les syndicats. L'organisation révolutionnaire doit surtout s'appuyer sur la spontanéité et la créativité du prolétariat.

Source : Rosa Luxemburg, *Le Socialisme en France. Œuvres complètes - Tome III*, Edition établie et préfacée par Jean-Numa Ducange, Traduit par Daniel Guérin et Lucie Roignant, Agone & Smolny, 2013

Articles liés :

Le marxisme critique de Karl Korsch
Marx, penseur de l'anarchie selon Rubel
Daniel Guérin et le mouvement de 1936
Refus du travail, paresse et oisiveté
La gauche au pouvoir pour servir le capital

Pour aller plus loin :

"Le tome 3 des Œuvres complètes de Rosa Luxemburg", publié sur le site de Critique Sociale le 27 octobre 2013

"Il faut sortir Rosa Luxemburg des facs et autres cimetières", publié sur le site Vosstanie le 30 octobre 2013

Collectif Smolny / Agone, "Rosa Luxemburg : l'intégrité d'une œuvre", publié sur le blog des éditions Agone le 4 janvier 2011, Texte initialement paru dans *Contretemps* n°8

Vidéo : "Conférence internationale sur Rosa Luxemburg" enregistrée à Paris, Sorbonne, les 04 et 05 octobre 2013 par Les Films de l'An 2

Vidéo : Jean-Numa Ducange, "Le socialisme français vu par Rosa Luxemburg", diffusée sur le site *Comprendre avec Rosa Luxemburg* le 19 octobre 2013

Rosa Luxemburg (1871-1919) sur le site *La Bataille socialiste*

Textes de Rosa Luxemburg publiés sur le site de l'*Archive internet des marxistes*

Daniel Guérin et le mouvement de 1936



Daniel Guérin propose un témoignage et une analyse libertaire du Front populaire. Le mouvement de Juin 36 permet d'intensifier la vie.

La France de 1936 peut faire écho à la situation actuelle. Même si les historiens se gardent de comparaisons hâtives, il semble important d'analyser les luttes passées pour comprendre leur force et leurs limites. En 1936, la crise économique porte la gauche au pouvoir. Mais, dès l'installation de Léon Blum à Matignon, une vague de grèves éclate.

Daniel Guérin propose une analyse libertaire de ce mouvement en 1963, désormais rééditée. Charles Jacquier présente la trajectoire politique et intellectuelle de Daniel Guérin. Né en 1904 dans une famille de la bourgeoisie libérale, il se tourne vers les écrits socialistes, de Marx à Proudhon en passant par Trotsky. Il subit la répression sexuelle et se décide à abattre cet ordre social qui l'empêche de vivre pleinement. « *Ce n'était pas dans les livres, c'était en moi d'abord, à travers les années de frustration sexuelle, et c'était au contact de jeunes opprimés que j'avais appris à haïr l'ordre établi. La quête chamelle m'avait délivré de la ségrégation sociale* », souligne Daniel Guérin. Il se rapproche du syndicalisme révolutionnaire et de Pierre Monatte. En 1936 il participe à la tendance de gauche de la SFIO, animée par Marceau Pivert.

Après la guerre, il est toujours de toutes les luttes. Il combat le colonialisme et lutte aux côtés des noirs aux États-Unis. Il refuse la séparation dogmatique entre le marxisme hétérodoxe et l'anarchisme. Il influence le renouveau du mouvement libertaire dans les années 1960. Il soutient le mouvement du 22 mars en Mai 68. Ensuite, il rejoint brièvement l'Organisation communiste libertaire (OCL). En 1971, il participe au Front d'Action Homosexuel Révolutionnaire (FHAR) qui lutte pour la révolution sexuelle. En 1980, il rejoint durablement une organisation qui reflète bien ses idées : l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires (UTCL). Actuellement, Alternative Libertaire s'inscrit dans cet héritage. Daniel Guérin meurt en 1988.

Comme les communistes de conseils, Daniel Guérin participe à des organisations sans s'identifier à leur idéologie. Il s'attache surtout aux luttes et aux intérêts de la classe ouvrière. Daniel Guérin incarne la minorité révolutionnaire active dans les grèves du Front populaire. Les socialistes et les stalinien ont imposé leur version officielle de ce mouvement, en étudiant le point de vue des révolutionnaires. C'est uniquement par la lutte et le rapport de force que les réformes du Front populaire se sont imposées. Comme en Mai 68, le mouvement déborde le cadre réformiste imposé par le Parti Communiste et les syndicats.



Le socialisme et le fascisme

Le jeune Daniel Guérin adhère à la section de la SFIO du 20ème arrondissement, qui comprend plusieurs quartiers prolétariens. Il se rapproche des jeunes socialistes qui ont lu Karl Marx. Mais la composition de classe de ce parti se rapproche surtout de la petite bourgeoisie. « *Petits artisans ou fonctionnaires, dont l'horizon intellectuel et spirituel ne va guère au-delà de la cuisine électorale ou de la défense de ses intérêts corporatifs* », observe Daniel Guérin. Malgré son rejet du stalinisme, il semble attiré par l'ouvriérisme du Parti communiste avec ses prolétaires qui rejettent le monde bourgeois.

Daniel Guérin se sent proche du courant qui s'exprime dans *La bataille socialiste*, incarné par Jean Zyromski et Marceau Pivert. Jeune enseignant, Marceau Pivert semble proche du mouvement libertaire et du syndicalisme révolutionnaire. « *Il aspire à un socialisme par en bas ; au-delà des écrans que forment les partis, il cherche toujours à s'insérer dans le mouvement autonome des masses* », décrit Daniel Guérin.

Mais, dégoûté par les magouilles électorales, il quitte la SFIO. Daniel Guérin rencontre Pierre Monatte, figure du syndicalisme révolutionnaire qui rejette le parlementarisme. Attaché à la routine du mode de vie petit-bourgeois, Pierre Monatte demeure néanmoins révolutionnaire et internationaliste. Son groupe nourrit une vive détestation à l'égard de l'URSS et des stalinien.

Daniel Guérin rentre au syndicat des correcteurs. Mais les rivalités et les querelles politiciennes rongent le syndicalisme. Au début des années 1930, Daniel Guérin couvre les luttes ouvrières pour le journal *Le Cri du peuple*. L'échec des mouvements semble lié aux rivalités syndicales alors que la lutte repose sur l'unité à la base, portée par des ouvriers non syndiqués. Les bureaucrates préfèrent perdre une lutte plutôt que de s'engager dans un mouvement de grève. Mais, avec le journalisme, Daniel Guérin semble plus spectateur qu'acteur des luttes sociales.

Dans les années 1930, une crise économique éclate. Le modèle des États-Unis, avec sa production rationalisée, est le premier touché. C'est le retour du chômage de masse. Mais, loin d'une radicalisation des masses pronostiquée par le Parti communiste, cette crise débouche vers un renouveau du patriotisme dans sa version militariste.

Le fascisme, en Italie et en Allemagne, impose le démantèlement du mouvement ouvrier. Daniel Guérin publie un reportage sur l'Allemagne nazie dans *Le Populaire*. Mais son témoignage ne permet pas à ses contemporains de prendre conscience de la menace fasciste. La France serait immunisée face à cette barbarie. Les intellectuels font même l'éloge du fascisme. « *La solidarité de classe prévaut chez eux sur l'humanisme* », raille Daniel Guérin.

Le 6 février 1934, les fascistes défilent en masse dans la rue. Ils tentent un coup d'État à travers une émeute particulièrement violente. La montée du fascisme s'explique par la crise. Le chômage touche les classes moyennes urbaines comme les commerçants, les artisans et les petits patrons. Ses petits bourgeois deviennent alors enrégimés, comme en Allemagne. Mais, à travers le fascisme, ce sont les hommes du grand capital qui imposent leur politique. « *Stimulés par l'exemple allemand, ils aspiraient à un gouvernement fort, capable de résoudre la crise au profit des possédants et de pratiquer, autoritairement, par décrets-lois, une politique de déflation aux dépens des masses populaires* », analyse Daniel Guérin. Les bandes fascistes, financés par les capitalistes, visent à imposer un gouvernement de droite autoritaire.

Mais le prolétariat riposte de manière unitaire, malgré les querelles des appareils politiques. Le 12 février, au cours d'une grande manifestation, les cortèges socialistes et communistes convergent dans un même mouvement. Cette journée de grève révèle la puissance collective du prolétariat. Mais cet antifascisme populaire doit être offensif. Il ne doit pas se contenter de défendre la démocratie bourgeoise mais doit surtout permettre de transformer le monde. Mais les appareils du mouvement ouvrier orientent l'antifascisme vers l'électoratisme et la démocratie bourgeoise en putréfaction.

La Gauche révolutionnaire

Le pacte franco-soviétique permet au Parti communiste français d'amorcer un tournant patriotique. Les bureaucrates de la gauche se retrouvent donc unis derrière cette unanimité de chauvinisme militariste. Les communistes se tournent vers les classes moyennes. Ils se contentent d'un programme réformiste qui se garde d'attaquer la structure du régime capitaliste.

Daniel Guérin rejette le stalinisme et la social-démocratie. Mais, en 1935, il adhère de nouveau à la SFIO en raison de sa démocratie interne. Marceau Pivert anime alors la Gauche révolutionnaire du Parti socialiste. Les trotskistes participent à ce courant mais fantasment toujours sur la création de leur propre Parti de masse qui serait affilié à une ridicule IV^{ème} Internationale. Pire, ils semblent espérer prendre le contrôle de la SFIO et peuvent apparaître comme des politiciens manipulateurs. Les trotskistes n'ont pas la moindre influence car ils projettent leurs fantasmes sur la SFIO qui demeure un parti banalement social-démocrate. Ils finissent pas se couper de la classe ouvrière. « *Loin de nous isoler des larges masses, ils nous faisaient nous mêler intimement à elles, essayer de les gagner peu à peu à l'idée d'un nouveau regroupement révolutionnaire* », propose au contraire Daniel Guérin. Surtout, les trotskistes adoptent des pratiques et des formes d'organisation qui ne les distinguent pas des stalinien. Les trotskistes se considèrent comme une avant-garde hiérarchisée qui doit guider le mouvement. En revanche, les Jeunesses socialistes semblent plus proches des idées de Rosa Luxembourg. « *Ils répudiaient la conception militariste et dictatoriale de l'organisation centralisée par en haut et ils luttaient pour des formes d'organisation qui permettent le plein épanouissement de la spontanéité révolutionnaire de la classe ouvrière* », décrit Daniel Guérin. Contre les bureaucrates et les militants professionnels, ils tentent de favoriser l'auto-organisation du prolétariat.

La Gauche révolutionnaire distingue deux Fronts populaires. Un premier s'apparente à un cartel électoral qui réunit les bureaucraties des partis de gauche. Mais un autre Front populaire devient le mouvement d'unité de lutte dans la rue. C'est cette conception du Front populaire que la Gauche révolutionnaire décide d'appuyer. Pourtant, ce mot d'ordre de Front populaire alimente la confusion et participe à une duperie. Les libertaires privilégient l'action directe de classe. « *Aussi appelions-nous les travailleurs à constituer partout leurs comités populaires, comités locaux de salut public, comités d'usine, que nous considérons comme les futurs organes de gestion, de direction et de coordination, comme les embryons du pouvoir populaire substituant à la vieille machine d'État* », décrit Daniel Guérin. Les stalinien prônent également la formation de comités populaires et entretiennent ainsi la confusion.

Daniel Guérin ne se sent pas parfaitement à l'aise dans la SFIO. Il apprécie ses camarades de la Gauche révolutionnaire mais reconnaît que les militants socialistes demeurent déconnectés de la classe ouvrière. Il ne croit pas au rituel formaliste du parti avec ses congrès, ses luttes de tendances et sa tactique électorale. En revanche, il croit au syndicalisme pour organiser une révolution sociale.

Grèves sauvages et occupations

Léon Blum accède au pouvoir. La Gauche révolutionnaire collabore au nouveau gouvernement. Mais un mouvement de grèves avec occupations d'usines se propage. Ce ne sont pas les partis et les syndicats mais la spontanéité du prolétariat qui lance la révolte. « *Le rapport de forces sociales était renversé, nos vues luxemburgistes sur le mouvement autonome des masses confirmées d'éclatante façon* », s'enthousiasme Daniel Guérin. Les ouvriers paralysent l'économie. Mais ils refusent de s'approprier les outils de production pour réorganiser la société. En revanche, le blocage de l'économie alimente la pénurie et la misère. Pour les socialistes et les stalinien le mouvement doit s'arrêter pour ne pas déboucher vers une rupture avec le capitalisme. Les courants révolutionnaires semblent peu influents. En revanche, les stalinien sont particulièrement bien implantés dans les usines, et prêchent la reprise du travail. La Gauche révolutionnaire semble passive, mais apparaît comme proche du gouvernement. « *Les masses en grève, sans doute, n'étaient pas révolutionnaires de façon consciente. Elles étaient poussées par des mobiles d'ordre immédiat : pain et dignité humaine* », constate Daniel Guérin.

Il vit directement le mouvement. Il participe à un comité local qui ravitaille les usines et anime les occupations. La lutte devient une fête. La musique, les chants, les rires remplacent le bruit des machines. « *Indépendamment des revendications, cette grève est en elle-même une joie. Une joie pure. Une joie sans mélange* », écrit Simone Weil.

Pendant un mouvement de grève, la vie s'intensifie et devient plus joyeuse. Même si des moments de tension peuvent aussi éclater. Les prolétaires reprennent le contrôle de leur vie. « *Une révolution commence. Beaucoup, qui n'avaient que le mot de révolution à la bouche quand elle était encore lointaine, ne la reconnaissent plus quand elle est là* », raille Daniel Guérin.

Les syndicalistes révolutionnaires n'apprécient pas ses inorganisés qui ont trop tardé à rejoindre la lutte selon eux. De manière mesquine, ils refusent de participer activement au mouvement. En revanche, les communistes n'hésitent pas à recruter et à coloniser le mouvement. Ils soumettent les ouvriers révoltés à la discipline stalinienne pour imposer la paix sociale. La CGT se confond de plus en plus avec le Parti communiste. Surtout les comités locaux ne tentent pas se fédérer de manière autonome. Ils se contentent de respecter leurs mandats bureaucratiques. « *Nous avions joué trop scrupuleusement le jeu de la légalité syndicale. Nous n'avions pas osé lui substituer un embryon de légalité nouvelle : celle des conseils ouvriers* », analyse Daniel Guérin.

Les organisations traditionnelles peuvent alors tranquillement museler la lutte. « *Ce que nous avions appris, c'était que les structures essentiellement corporatives de l'organisation syndicale, indispensable en période normale pour la défense des intérêts professionnels immédiats des travailleurs, ne suffisaient plus au cours d'une lutte généralisée* », reconnaît Daniel Guérin. Dans un mouvement, c'est la base qui doit rythmer la lutte. Les syndicats subissent une bureaucratie et un cloisonnement corporatiste qui empêche d'organiser un mouvement d'ampleur. Seule une fédération des conseils ouvriers peut permettre de construire un mouvement révolutionnaire.

L'esprit de Juin 36

Après le reflux du mouvement, des socialistes tentent de poursuivre la lutte, sans jamais y parvenir. La Gauche révolutionnaire entretient l'illusion selon laquelle le gouvernement Blum défend les intérêts des classes populaires. La bureaucratie impose sa propre logique et ne permet pas de changer la société. « *C'avait été folie, en vérité, de croire que l'État pouvait conférer le pouvoir réel et la possibilité d'utiliser la machine étatique dans l'intérêt de la classe opprimée* », analyse Daniel Guérin. Léon Blum, loin d'un socialisme de combat, cède même face au Sénat qui tente de revenir sur les avancées sociales.

En Espagne, Staline empêche une révolution prolétarienne qui risquerait d'ébranler sur pouvoir bureaucratique. Les stalinien désarment et massacrent les révolutionnaires.

A partir de décembre 1937, des grèves éclatent en région parisienne. Malgré les bureaucraties syndicales liées au stalinisme, les ouvriers désirent reprendre l'offensive face au patronat. La grève perdure jusqu'en avril 1938, malgré l'opposition des états-majors de tous bords. La Gauche révolutionnaire, seul courant politique fidèle à soutenir le mouvement, est accusée de l'avoir provoqué et organisé. En réalité, c'est la colère ouvrière et l'action autonome du prolétariat qui a lancé la lutte.

Avec le tournant social-patriotique de la SFIO, les partisans de Marceau Pivert quittent cette organisation pour fonder le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP).

Cette nouvelle organisation se réfère à la démocratie ouvrière, avec une liberté critique et des décisions prises de bas en haut. « *Donc, chez nous, pas de dogme, de chef vénéré suivi avec résignation ou mysticisme par des moutons dociles, pas de dictature ouverte ou occulte, pas de commandement autoritaire qui ne rend compte à personne des décisions* », décrit Daniel Guérin. Ce parti rejette les élections et la bureaucratie.

Les militants du PSOP interviennent dans les entreprises, mais respectent l'autonomie des syndicats qu'ils ne tentent pas de contrôler. Ils luttent pour la destruction des institutions parlementaires afin de créer des soviets et des conseils ouvriers. Comme en Juin 36, les « comités de base » doivent créer un nouveau pouvoir révolutionnaire. Le PSOP rejette la dictature du prolétariat et le bolchevisme. L'auto-organisation du prolétariat prime sur les avant-gardes politiques.

En 1938, le mouvement ouvrier semble s'effondrer. Les tentatives de grève échouent tandis que c'est la bourgeoisie qui reprend l'offensive. En Espagne, la révolution s'effondre. Le POUM et la CNT collaborent avec le pouvoir et privilégient le réformisme républicain sur la perspective d'une rupture révolutionnaire.

Un texte de Barthélémy Schwartz analyse la répression sociale du Front populaire et les causes de l'échec des grèves de Juin 36. Les bureaucraties du mouvement ouvrier ont empêché le développement de la lutte. « *Au-delà de l'action des partis de gauche et des syndicats, les événements de mai-juin 1936 nous rappelle qu'en matière de répression sociale, on n'est jamais mieux servi que par ceux qui nous représentent et parlent en notre nom, du moins tant que la règle du jeu n'aura pas été changée* », souligne Barthélémy Schwartz.

Le mouvement de 1936 émerge de manière spontanée. Les syndicats minimisent l'ampleur de la grève et font de la rétention d'information auprès des ouvriers pour mieux négocier avec les patrons. Les syndicats défendent un capitalisme régulé et une administration rationnelle de l'économie. En revanche, il ne s'inscrivent pas dans la perspective d'une rupture avec la logique marchande.

Le patronat demande à l'État d'intervenir. La négociation des accords de Matignon doit permettre de briser le mouvement des occupations. Avec les nouvelles réformes, les syndicats deviennent clairement les intermédiaires entre les patrons et les salariés. « *Les accords Matignon consacrent ainsi le syndicalisme dans sa fonction sociale de gestion des rapports sociaux avec le patronat et l'État* », précise Barthélémy Schwartz. Les syndicats participent alors à la répression des luttes et militent pour la fin du mouvement des occupations.

Les patrons regrettent d'avoir empêché le développement des syndicats dans les entreprises. En effet, ce sont les militants syndicalistes qui appellent à la reprise du travail et à la fin des occupations. « *Le patronat approuve la CGT lorsqu'elle explique que si les militants syndicalistes n'avaient pas été réprimés pendant quinze ans dans les entreprises, il n'y aurait pas eu de mouvement des occupations en France* », résume Barthélémy Schwartz. Les syndicats s'attachent à empêcher les grèves et privilégient la négociation avec les patrons. Le gouvernement de Front populaire n'est pas l'allié des ouvriers en grève. Au contraire, il s'active afin de permettre un retour à l'ordre.

Ce livre de Daniel Guérin présente deux facettes contradictoires de son auteur.

Un Daniel Guérin syndicaliste évoque longuement les jeux d'appareil, l'unification de la CGT et la tentative de peser dans la SFIO. Il insiste sur l'importance des organisations du mouvement ouvrier.

Mais c'est le Daniel Guérin luxemburgiste qui est privilégié dans cet article. Il insiste sur la spontanéité révolutionnaire contre l'inertie des appareils bureaucratiques. Il évoque les structures d'auto-organisation dans la lutte. Il propose une coordination des conseils ouvriers pour détruire l'État et le capitalisme. C'est le Daniel Guérin qui participe au mouvement de 1936 et le compare à une fête, avec sa joie de vivre et le plaisir de la lutte.

Source : Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée. Un témoignage militant*, Avant-propos de Charles Jacquier, Postface de Barthélémy Swartz, Agone 2013

Articles liés :

L'autre anarchisme
Sartre et la gauche anti-bureaucratique
Le marxisme critique de Karl Korsch
Marx, penseur de l'anarchie selon Rubel

Pour aller plus loin :

"[Juin 36 - Le Front populaire au secours du capitalisme français](#)", brochure mis en ligne sur le site Infokiosques le 24 juin 2009

Hall Robert, « [Daniel Guérin, Front populaire, révolution manquée. Parallèles modernes](#) », Complément au volume 2 de la revue *Dissidences* Mai 2007

Patrick (AL Montpellier), [Les Clasiques de la subversion : « Front populaire, révolution manquée » de Daniel Guérin](#), publié dans *Alternative Libertaire* n°220 (Septembre 2012)

Claude Meunier, Recension du livre dans le [journal Gauche !](#)

David Berry, "[Daniel Guérin, la contestation permanente](#)", publié dans *Alternative Libertaire* n°129 (Mai 2004)

Textes et biographie de Daniel Guérin (1904-1988) publiés sur le site [La Bataille socialiste](#)

Site [DanielGuerin.info](#)

Textes de Daniel Guérin publiés sur le site [Matière et Révolution](#)

Louis Janover, "[Daniel Guérin de 1789 à Mai 68](#)", article du journal *Le Monde* du 22 avril 1988, mis en ligne sur le site du collectif Smolny le 20 juin 2011

David Berry, "[Daniel Guérin à la Libération. De l'historien de la Révolution au militant révolutionnaire : un tournant idéologique](#)", publié dans la revue *Agone* n°29-30 en 2003

Anne Guérin, "[Les ruptures de Daniel Guérin](#)"

Révolte ouvrière à l'usine de PSA-Aulnay



La lutte des travailleurs de PSA-Aulnay permet de rappeler l'existence du monde ouvrier et de la lutte des classes dans la France du XXIème siècle.

Pour les journalistes et les sociologues, la lutte des classes a disparu. Les ouvriers sont considérés comme une poignée de beaufs anachroniques qui votent pour les partis populistes et l'extrême droite. L'austérité et le capitalisme sont considérés comme une fatalité à laquelle il faut s'adapter. La révolte ouvrière à PSA-Aulnay balaye tous ses préjugés. Les ouvriers existent toujours, et en plus ils luttent.

Sylvain Pattieu propose un récit en immersion dans une usine qui lutte et qui vit. Ce jeune historien semble proche des idées marxistes. Il a notamment étudié les relations entre trotskystes et libertaires pour lutter contre le colonialisme. Il se plonge désormais dans le monde ouvrier, nourrit par son histoire, pour recueillir des témoignages dans une usine en lutte.

Le monde ouvrier est liquidé depuis 1979, avec la sidérurgie lorraine. Les travailleurs sont désormais réduits au rang de victimes des licenciements. « On a oublié le temps de la classe ouvrière, quand les ouvriers étaient forts, quand ils faisaient peur », rappelle Sylvain Pattieu. La mémoire des révoltes historiques s'effondre. Même la conscience de classe, avec ses organisations de lutte, semble disparaître. « Qu'est-ce qui fait classe ? Qu'est-ce qui permet d'unir le multiple, le divers, de faire politique, de faire commun ? C'est tout un travail. Rien d'objectif, là-dedans, tout de construction. Des organisations, des porte-parole, des actions, des mouvements sociaux, des utopies, des rêves, des discours », souligne Sylvain Pattieu. Son récit permet de relier la grande histoire avec le vécu et la vie quotidienne des ouvriers en lutte d'aujourd'hui.

L'oppression de la vie ouvrière

La fermeture de l'usine de PSA-Aulnay est annoncée le 12 juillet 2012. L'usine de Peugeot-Citroën fabrique des voitures. Mais les ouvriers décrivent bien la dureté des conditions de travail. « C'est dur comme métier, c'est dur de fabriquer une voiture. J'ai attrapé des allergies, de l'asthme, j'avais pas tout ça avant d'entrer à l'usine. J'ai une tendinite. J'ai des fissures aux jambes », témoigne Kamel. Les travailleurs décrivent l'odeur de la peinture, la pollution, le bruit. Certains reviennent sur leurs parcours. Issus de familles ouvrières ou paysannes, ils éprouvent des difficultés à l'école et commencent alors à travailler à l'usine.

Ghislaine, appelée Gigi, décrit le mépris et la misogynie des cadres par rapport aux ouvrières. En revanche, les autres ouvriers ne se considèrent pas supérieurs à une femme et apprécient de la côtoyer.

Christophe évoque la violence des rapports humains avec les chefs qui n'hésitent pas à briser son amour avec une de ses collègues. La rentabilité de l'usine prime sur le plaisir et sur la vie. « J'ai arrêté pas mal de passions, depuis que je suis à PSA. J'ai moins le temps. La fatigue », regrette Christophe.

Christophe apparaît comme l'ouvrier modèle. Attaché à son travail et isolé, il se débrouille seul en cas de problème. Il découvre les syndicalistes et les grévistes mais se méfie des pratiques jugées trop radicales. « Je cautionne pas tout. Ceux qui retournent des caisses au ferrage, ceux qui balancent des vis dans la ligne, ceux qui vidant les extincteurs, ça ne me plaît pas. Il ne faut pas casser », témoigne Christophe. Le sabotage et le refus du travail apparaissent comme des pratiques ouvrières qui appartiennent à une histoire oubliée. Mais la résignation et le fatalisme peuvent se transformer en révolte. Face à la brutalité du patronat et du capitalisme, la violence semble devenir la seule solution. « Ils sont en train de me faire devenir révolutionnaire. Il faudrait un nouveau Mai 68 pour faire bouger les choses », tranche Christophe.

Une histoire de luttes

L'usine de PSA-Aulnay ouvre en 1973. Elle se situe en dehors de Paris. Les immigrés sont embauchés car ils sont considérés comme bien dociles. Le patronat leur donne des consignes auxquelles ils doivent se soumettre. L'interprète qui les reçoit leur conseille d'obéir et de se tenir tranquille. « Ils viennent dans son bureau, il leur explique comment faire, comment être. Il leur qu'il faut raconter au chef, s'ils voient des choses », décrit Sylvain Pattieu. Mais ses ouvriers de Citroën ne vont pas rester dociles très longtemps.

Des grosses luttes éclatent en 1982, en 1984 et 2007. Mais, après Billancourt, ce symbole de la contestation ouvrière doit disparaître. « Mines tristes. Révolte, colère, surtout. Sentiment d'être floué. On leur avait dit un gros site, une grosse entreprise, vous pourrez évoluer, on a besoin de vous », décrit Sylvain Pattieu.

M'Barek a connu les luttes à Aulnay en 1982 et en 1984, avec les belles promesses de la gauche déjà au pouvoir. « La révolte des OS, de ceux qui devaient obéir, recrutés pour fermer leur gueule », décrit Sylvain Pattieu. Une grève totale est décidée, avec piquets devant la porte et blocage de la production. Les ouvriers refusent de vivre dans la soumission et l'humiliation permanente. « L'usine d'Aulnay, c'est l'usine de la peur. Le système de répression Citroën, c'est fini. Les barrières entre les travailleurs, c'est fini. Fini le quadrillage de l'usine. Fini la hiérarchie parallèle. Fini le pastis au chef. Fini la médecine maison. Nous voulons être respectés », proclame le Manifeste des OS d'Aulnay.

Mais la lutte ouvrière devient vite ringardisée. L'isolement et l'atomisation des travailleurs prédominent. « Après il y a eu la crise, le chômage, les plans sociaux, la fin des utopies, la fin des idéologies, la fin des classes sociales. Du moins c'est-ce qu'on a dit, pendant quelques années », décrit Sylvain Pattieu. Le mouvement de 1995 ravive un esprit de contestation. Le gouvernement doit céder face à la rue, face à la grève. En 2006, la révolte contre le CPE permet également de faire reculer le pouvoir.

Dans l'histoire de France, le mouvement de 1936 incarne la révolte ouvrière. « Il faut ces images, ces ouvriers qui occupent leur usine en dansant, ces poings levés, ces regards fermes et joyeux », décrit Sylvain Pattieu. L'histoire des luttes ouvrières et de révolte festive permet de sortir de la résignation et de la répression.

Au début du XXème siècle, les révoltes ouvrières sont réprimées violemment. L'armée tire sur les manifestants. Seule une minorité de travailleurs semble déterminée à lutter. Les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires sont alors rapidement réprimés.

Les anarchistes de la fin du XIXème siècle utilisent la violence et la dynamite. Ravachol et Caserio n'hésitent pas à tuer. Le syndicalisme de la CGT est issu de cette révolte anarchiste. Les émeutes sont nombreuses au début du XXème siècle. Aujourd'hui, les ouvriers ne s'inscrivent plus dans une perspective révolutionnaire. « Ils ont bien peu à voir, ceux des années 1890 et ceux des années 2009. Il n'y a pas l'enthousiasme et la certitude que la société va

changer », souligne Sylvain Pattieu. Pourtant, la révolte contre l'oppression marchande et la colère ouvrière existent toujours. « *Et pourtant, il est toujours question de refuser ce monde, de refuser l'injustice, de refuser la misère* », tranche Sylvain Pattieu.

Dans les années 1968 la classe ouvrière incarne la révolte. Le prolétariat demeure le sujet révolutionnaire qui doit balayer la mascarade marchande. Le film sur la reprise du travail à l'usine Wonder de Saint-Ouen montre une jeune ouvrière qui exprime sa colère. Contre les bureaucrates syndicalistes, elle refuse la vie de l'usine et désire une grève illimitée. « *Non, moi je rentrerai pas, je rentrerai pas là-dedans, je mettrai plus les pieds dans cette taule* », lance la belle ouvrière.

En 1978, la sidérurgie lorraine doit être liquidée. Mais une révolte ouvrière éclate. Les travailleurs débordent le carcan syndical et expriment une radicalité, certes teintée de désespoir. « *Manifestations monstres, unitaires. Puis opérations coups de poings, barrages, sabotages, séquestrations, mises à sac, affrontements, ça change du syndicalisme traditionnel. Parce qu'il n'y a plus rien à perdre, parce que ce qu'il n'y a pas de compromis, rien à négocier, du côté des dirigeants* », décrit Sylvain Pattieu.

Le 23 mars 1979, 100 000 sidérurgistes montent à Paris. Les autonomes rejoignent le cortège. Des vitrines sont cassées et la manifestation tourne en émeute. La CGT s'exprime également sur les ondes, avec Radio Lorraine Cœur d'Acier.



La lutte ouvrière aujourd'hui

A Aulnay, une grève éclate en 2007. La lutte échoue, mais les jeunes ouvriers s'enthousiasment pour cette première expérience de contestation. « *On fait grève six semaines. On obtient rien. Mais les jeunes étaient entrés dans la grève. Ils étaient peu attirés par les syndicats, mais l'idée de grève, de lutte collective, ça leur plaisait* », témoigne Philippe. Mais, après ce mouvement, le retour à la normale s'impose et les ouvriers ne s'intéressent pas davantage à la politique.

Les ouvriers multiplient les actions. Ils organisent des actions politiques comme des manifestations et une perturbation du salon de l'automobile. Ils préparent également des actions secrètes qui nécessitent moins de monde pour surprendre la vigilance des CRS. A l'issue d'une grande manifestation, le 8 novembre 2012 à Bobigny, les syndicalistes prennent la parole mais ne sont pas toujours écoutés religieusement. « *Mais tais-toi, bon sang, tu comprends pas ? Sud, ferme la gueule, vous respectez pas les décisions collectives* », lancent des ouvriers à l'encontre d'un bureaucrate de Solidaires.

Les ouvriers de PSA ne reprennent pas les mots d'ordre gauchistes. Ils ne veulent pas l'interdiction des licenciements exigée par la petite bourgeoisie qui dirige l'extrême gauche du capital. L'autogestion et l'auto exploitation ne font pas davantage rêver.

Les ouvriers ne veulent pas forcément continuer à travailler dans l'usine. « *Travailler à la chaîne c'est pas la meilleure chose à faire. Mon travail me permet de vivre, mais c'est pas le top. C'est pas mon idéal. J'ai mal aux jambes, j'ai des varices, tout le temps debout* », témoigne Fred. Mais les ouvriers luttent pour des indemnités de licenciements importantes. Ils luttent pour faire payer PSA.

Les ouvriers ne se réduisent pas à leur statut, à leur travail, à leur rôle social. « *Il y a une richesse, dans cette usine, on n'imagine pas. Il y a des artistes, des gens qui font de la musique, des peintres* », souligne Gigi une déléguée syndicale. Les ouvriers aspirent à une vie plus passionnante que celle du travail à la chaîne.

Même si les exploités ne supportent plus le monde marchand, passer à la révolte ne semble pas l'attitude la plus répandue. « *C'est jamais sûr que ça marche, même quand il y a la colère. Parce que les autres sentiments s'y mêlent, la résignation, la lassitude, le dégoût. On peut en avoir marre, rester solitaire, passif* », souligne Sylvain Pattieu. La société marchande favorise l'atomisation et la séparation des individus. Chacun reste dans la routine de son mode de vie. « *Il y a les sentiments et il y a pire, il y a l'argent. Le compte en banque bloqué. Le crédit. Avoir de quoi faire garder le petit* », poursuit Sylvain Pattieu.

L'Assemblée Générale permet aux grévistes d'organiser la lutte, soutenue par les syndicats. Le deuxième jour de grève, une ambiance nouvelle se développe dans l'usine. Loin de la vie rythmée par le travail, la musique, les chants, la danse et les rigolades créent un climat de fête. Au début, la grève semble minoritaire. Les ouvriers ne veulent pas perdre plusieurs jours de salaires, surtout les intérimaires. Mais, une caisse de grève s'organise. Finalement, l'usine est bloquée et le travail s'arrête.

Peugeot n'entend rien céder dans ce bras de fer. Ils sont influents au Medef, à travers l'UIMM. Ils incarnent la stratégie du patronat en France, soutenu par le gouvernement. Peugeot propose même aux ouvriers de Sochaux de venir travailler à Aulnay pour remplacer les grévistes. Mais la solidarité de classe existe toujours. Peugeot organise ensuite un lock-out. L'usine est fermée pour briser la grève et revenir à la séparation entre les individus. « *Il faut empêcher autant que possible les regroupements, les cohésions possibles entre ceux du matin et ceux du soir. Il faut éviter que ça prenne, il faut que la grève reste minoritaire* », décrit Sylvain Pattieu.

L'extrême droite et les médias n'hésitent pas à dénoncer les casseurs. Les jeunes ouvriers sont assimilés aux émeutiers de banlieues. Toute forme de révolte devient alors stigmatisée et criminalisée.

Des luttes ouvrières à la révolution sociale

Jean-Pierre Mercier, dirigeant de la CGT Aulnay, est également militant à Lutte ouvrière (LO). Cette organisation trotskyste se contente aujourd'hui de s'implanter dans les usines à travers un syndicalisme d'accompagnement. Comme l'extrême gauche du capital, LO revendique une interdiction des licenciements. Heureusement, ce sont les grévistes qui dirigent eux-mêmes la lutte. Ils préfèrent des indemnités plutôt que de finir leur vie à l'usine. Le marxisme poussiéreux de LO aspire à aménager le capitalisme, plutôt qu'à le supprimer.

Mais, en 1947, trotskystes et libertaires ont participé à une grève historique à Renault Billancourt. Les ouvriers luttent au départ pour une augmentation de salaires, mais le mouvement s'embrase. « *La grève se répand, tout Billancourt, la métallurgie, EDF-GDF, la SNCF, les mines, tout au long de l'année 1947. Un mouvement dur, violent, insurrectionnel* », décrit Sylvain Pattieu. Seule une répression féroce permet d'abattre le mouvement. Aujourd'hui, le contexte a changé. Le monde ouvrier, et surtout les organisations qui l'encadrent, ne portent plus aucune perspective révolutionnaire. LO se contente de pleurnicher pour aménager l'exploitation capitaliste. « *Les réformistes, au pouvoir, ne font plus de réformes. Les révolutionnaires, eux, font du syndicalisme. On fait ce qu'on veut avec l'époque où on vit* », se résigne Sylvain Pattieu.

Les grévistes sont peu nombreux, moins de mille salariés. Le mouvement semble donc minoritaire à PSA, mais aussi en France. « *C'est nous l'exception, en ce moment, la tendance c'est plutôt de subir, pas de se battre. On est à contre-courant* », résume un ouvrier. Certes, d'autres travailleurs luttent contre les licenciements. Mais la seule perspective réside dans un mouvement global, avec tous les exploités dans la lutte. Les luttes locales isolées semblent vouées à

l'échec. Mais elles peuvent aussi impulser des mouvements d'ampleur. « *Pour le moment, on a peu de perspectives. Espérons que notre grève en annonce d'autres. Espérons que ce soit une hirondelle* », analyse un ouvrier.

Le livre de Sylvain Pattieu ne propose pas véritablement une analyse critique de la lutte à PSA Aulnay. En revanche, il insiste sur l'importance de l'histoire du mouvement ouvrier en France. Surtout, il s'attache à recueillir des témoignages pour donner la parole aux ouvriers eux-mêmes. C'est évidemment plus intéressant que d'interroger les représentants des partis et des syndicats.

Ce livre révèle les contradictions du monde ouvrier. Malgré une histoire de luttes, alimentée par des utopies révolutionnaires, les ouvriers semblent se réduire à une posture défensive. Ils ne luttent pas pour la révolution sociale, mais contre les licenciements. Les travailleurs ne se reconnaissent pas dans les mots d'ordre gauchistes comme l'interdiction des licenciements ou l'autogestion qui ne font que perpétuer l'exploitation même sous d'autres formes. Ils luttent pour sortir de l'usine avec des indemnités importantes. Ils ne regrettent pas le travail à la chaîne et critiquent l'horreur de l'usine.

Cette lutte demeure locale. Pourtant, la grève permet de rompre avec la routine et l'atomisation au quotidien. Des rencontres et des émotions construisent une nouvelle communauté de lutte. Des groupes révolutionnaires s'appuient sur la grève des ouvriers d'Aulnay pour remettre la lutte des classes au cœur de la transformation sociale. Par exemple Bad Kids, ou encore La Mouette Enragée, évoquent cette lutte pour penser une organisation des exploités en dehors des appareils syndicalistes ou politiques.

En revanche, les ouvriers adoptent uniquement une position défensive. Ils ne s'inscrivent plus dans la perspective d'une coordination des luttes et de la construction d'un mouvement d'ampleur pour balayer le capitalisme. Pourtant, la lutte à PSA-Aulnay pourrait devenir un point d'ancrage pour tous les exploités, salariés, chômeurs, précaires qui désirent renverser le monde marchand. Une grève, même locale, permet de briser la routine du quotidien pour diffuser le plaisir de la révolte.

Source : Sylvain Pattieu, *Avant de disparaître. Chronique de PSA-Aulnay*, Plein Jour, 2013

Articles liés :

Daniel Guérin et le mouvement de 1936
Histoire du syndicalisme d'action directe
Combattre l'austérité en Grèce et en Europe
Guerre de classe et illégalisme en Amérique
Refus du travail, paresse et oisiveté

Pour aller plus loin :

[Revue de presse](#) du livre de Sylvain Pattieu sur le site des éditions Plein Jour

Sylvain Pattieu : "[J'en est tellement à raconter sur PSA-Aulnay](#)", entretien avec Rachida El Azaoui publié par Mediapart, publié sur le site de Démocratie réelle à Nîmes maintenant

[Radio Vosstanie](#) : discussion avec [La Mouette Enragée](#) autour de la période en général et sur les suites de la lutte des ouvriers et des ouvrières de PSA Aulnay en particulier, diffusée le 25 mai 2013

"[Paroles de grévistes ! Les ouvriers de PSA au CSA](#)", débat organisé par le journal [Bad Kids](#) le 11 mai 2013

Radio : émission sur la lutte de

Radio : "[PSA 3 : la grève](#)", émission les Pieds sur terre diffusée sur France Culture le 26 février 2013

Site de la [CGT PSA Aulnay](#)

Lutte des classes et urbanisme à Paris



Une étude sur la gentrification à Paris analyse la lutte des classes qui traverse l'espace urbain.

L'embourgeoisement des centres-villes des métropoles semble bien connu. Des magasins bios, des cafés « branchés » et des galeries designs permettent d'augmenter les prix du logement dans les quartiers populaires. Une nouvelle population, la petite bourgeoisie intellectuelle, remplace les classes populaires qui habitent depuis longtemps dans les vieux immeubles réhabilités des centres-villes. Ce phénomène s'observe dans de nombreuses villes, comme à Montpellier. Mais, en France, Paris apparaît comme le laboratoire de ce phénomène de gentrification.

Ce processus semble très souvent décrit, y compris dans les grands médias. En revanche, la gentrification semble rarement analysée. La géographe Anne Clerval propose une analyse de la gentrification dans la capitale dans un livre récent. Cette universitaire s'inspire de la géographie radicale anglo-saxonne et notamment de Neil Smith, ancien élève de David Harvey. Ce mouvement intellectuel renouvelle les analyses marxistes pour les appliquer à l'urbanisme. Ce courant « fait le lien entre les mutations contemporaines du système capitaliste mondial et la gentrification des centres-villes », précise Anne Clerval.

L'organisation de l'espace correspond à la division du travail social. Les centres-villes abritent les entreprises de la « nouvelle économie » avec ses cadres de la communication et de la création. Inversement, les usines se situent dans les espaces périurbains. Pourtant, les employés ou les immigrés doivent rester dans les centres-villes pour travailler. « Plutôt qu'en simple déclin, les classes populaires sont en pleine recomposition depuis les années 1960 et la gentrification des quartiers populaires n'est pas un processus qui va de soi », analyse Anne Clerval.

Embourgeoisement et désindustrialisation de l'espace urbain

La gentrification semble plus tardive en France que dans les pays anglo-saxons. L'histoire de Paris semble traversé par des rapports de classe.

Le centre urbain attire les flux de populations et de richesses. L'industrialisation permet le développement de la capitale. Des quartiers populaires émergent. Pourtant, les classes populaires ne semblent pas homogènes. Ensuite la bourgeoisie habite dans le centre-ville et se méfie du peuple, associé à la misère et à la révolte. Éric Hazan évoque le « Paris rouge » avec ses soulèvements populaires violemment réprimés.

De 1853 à 1870, le préfet Haussmann impose des aménagements urbains avec des objectifs politiques réactionnaires. Ses transformations visent à renforcer l'autorité de l'État et l'efficacité économique. « Hier comme aujourd'hui, la modernisation n'est pas neutre et a d'abord pour but de satisfaire les intérêts des dominants », observe Anne Clerval. Les grands boulevards et les monuments luxueux permettent d'imposer le spectacle et la marchandise dans les centres-villes. « Une fois que la ville est représentée uniquement comme un spectacle par le capital, elle ne peut plus être que consommée passivement, plutôt que créée activement par le peuple à travers la participation politique », analyse le géographe David Harvey. L'haussmanisation permet surtout de ramener au centre-ville les bourgeois et les commerçants effrayés par l'agitation populaire. Les transformations urbaines doivent empêcher de nouvelles explosions d'émeutes, alors favorisées par des rues étroites.

A partir des années 1950, la désindustrialisation favorise l'embourgeoisement de la capitale. Des zones industrielles sont créées en périphérie.

Pour Neil Smith, la mondialisation se caractérise surtout par le renforcement de la puissance économique des centres de commandement du système capitaliste et par le maintien dans la pauvreté des périphéries. Quelques métropoles contrôlent les flux de capitaux et la production de biens et de services à l'échelle internationale. Saskia Sassen étudie ses villes mondiales qui deviennent les centres de la finance internationale.

A partir des années 1980, les emplois de cadres et professions intellectuelles se développent fortement à Paris. De nombreuses professions très diplômées se concentrent dans la capitale. Une classe intermédiaire, entre bourgeoisie et prolétariat, exerce des fonctions d'encadrement à travers l'enseignement la culture, la communication. Selon Jean-Pierre Garnier, son rôle permet d'imposer l'idéologie dominante, avec l'ordre moral républicain et les dogmes néolibéraux, pour assurer la paix sociale.

L'État organise l'aménagement urbain de Paris. Les institutions favorisent la modernisation de la capitale avec le développement du secteur tertiaire. Ensuite, l'État permet à Paris de consolider son rôle de moteur économique de la France. Depuis les années 1960, l'État impose la capitale française comme l'un des centres majeurs de l'économie mondiale. La construction de quartiers d'affaires, de nouvelles voies de circulation, la rénovation de l'immobilier et le développement de centres de consommation illustrent cette politique. L'orientation sociale de la population est également transformée. La petite bourgeoisie intellectuelle remplace les classes populaires. Le Centre Georges Pompidou incarne cette culture branchée pour attirer la nouvelle petite bourgeoisie.

Les pouvoirs publics ne font pas de la gentrification leur objectif principal. En revanche, l'État s'attache à la modernisation et à la désindustrialisation de Paris. Les quartiers ouvriers sont réhabilités et les loyers augmentent. Les cafés et lieux de sociabilité ouvrière disparaissent.

Le logement demeure une marchandise appropriable et échangeable. Dès lors l'accès au logement devient toujours plus difficile. « C'est donc bien la propriété privée du logement et son utilisation pour accumuler du capital qui posent problème et empêchent de loger tout le monde, et non le contrôle des loyers », observe Anne Clerval. Mais la déréglementation des loyers relance la spéculation immobilière.

Colonisation de la ville par la petite bourgeoisie intellectuelle

La géographie urbaine permet d'observer une division sociale de l'espace parisien. Chaque quartier abrite une classe sociale spécifique. Par exemple, l'ouest de Paris semble bourgeois tandis que l'est semble plus prolétaire. Des quartiers de la rive gauche abritent la petite bourgeoisie intellectuelle. La rive droite semble davantage occupée par la bourgeoisie d'affaires.

La capitale subit un embourgeoisement généralisé. Cadres et chefs d'entreprise colonisent Paris. Les boîtes branchées et les boutiques de luxe remplacent les librairies. Les vieux quartiers sont réhabilités. Les cadres et ingénieurs du privé remplacent les cadres du public. L'embourgeoisement s'impose donc dans tous les quartiers.

Des vieux quartiers se gentrifient lorsque des anciens bâtiments peuvent être achetés en raison de leur faible prix. Ses immeubles attirent des propriétaires qui apprécient le style architectural du XIX^{ème} siècle. Ensuite, la gentrification se développe lorsque les centres villes se vident des emplois ouvriers et de ses cafés pour devenir un centre de consommation pour cadres.

Des individus, davantage que les pouvoirs publics, impulsent le processus de gentrification. Des artistes réhabilitent un bâtiment vétuste et loué à bas prix pour en faire leur atelier. L'arrivée des artistes dans un quartier attire une nouvelle population avec leur public de la petite bourgeoisie intellectuelle.

Les entrepreneurs, comme les patrons de bar, participent activement à l'imposition de nouveaux lieux de consommation. Leurs terrasses privatisent l'espace public au détriment des jeunes des classes populaires qui ne peuvent plus s'installer sur la place nouvellement aménagée. Les promoteurs immobiliers savent se faire moins visibles mais accélèrent ce processus de gentrification. « Si les artistes et les ménages sont le plus souvent des acteurs involontaires de la gentrification, les patrons de cafés à la mode et, plus encore, les différents acteurs de l'immobilier témoignent d'une réelle volonté de transformer les quartiers populaires, en s'appuyant sur les premiers », résume Anne Clerval. La gentrification s'impose à travers le développement de nouveaux loisirs. Des quartiers bercés par la contre-culture deviennent des lieux branchés pour artistes à la mode. Des espaces de consommation culturelle se multiplient pour attirer la clientèle de la petite bourgeoisie intellectuelle. Les cinémas MK2, à l'origine maoïstes et contestataires, deviennent des centres de consommation pour cadres branchés.

Les quartiers en voie de gentrification sont présentés comme des modèles de mixité sociale. Pourtant, il semble important d'évoquer les rapports sociaux entre les différentes classes sociales dans ses quartiers.

Les habitants plus aisés développent de nouveaux modes de vie et de nouveaux modes de sociabilité. La gentrification provient de la petite bourgeoisie intellectuelle qui comprend les professions culturelles et les cadres du privé. Cette population ne se distingue pas par ses hauts revenus, certes plus élevés que la moyenne, mais surtout par son capital culturel.

Les gentrificateurs s'attachent à la centralité pour leur domicile et leur travail. Ils adoptent un mode de vie qui associe travail et loisirs. Leur quotidien se limite à leur logement et à leur quartier avec ses bars et ses restaurants. Les gentrificateurs imposent une sociabilité urbaine centrée autour de la cour intérieure de leur copropriété. Ils installent des équipements de loisirs, des plantes et organisent des repas entre voisins. Mais lorsque la population s'embourgeoise de plus en plus, les habitants aspirent au calme et à l'ordre. Les gentrificateurs vivent dans leur bulle et, lorsqu'ils s'ouvrent au quartier, ils ne cherchent à rencontrer que leurs semblables. Patrick Simon évoque une « sociabilité autocentrée » qui se caractérise par une très forte proximité sociale.

Les gentrificateurs font l'apologie de la mixité sociale. Pourtant, ils évitent de côtoyer les immigrés des classes populaires. Ils privilégient les magasins bios aux boucheries halal. Leur dégoût des épiceries arabes exprime une distance sociale. « Les discours valorisant la mixité sociale masquent mal une interaction limitée avec les autres classes sociales », observe Anne Clerval. La mixité sociale se réduit à un décor exotique au regard de cette nouvelle petite bourgeoisie. « Aujourd'hui les gentrificateurs ne participent toujours pas à la sociabilité de quartier avec les anciens habitants, mais ont développé leur propre sociabilité de quartier avec leurs semblables », résume Anne Clerval.

A partir de 2001, la gauche est élue à la mairie de Paris. Ce qui est loin d'être un paradoxe car le Parti socialiste s'appuie sur la nouvelle petite bourgeoisie comme base électorale.

La gauche évoque davantage la mixité sociale que la lutte contre l'embourgeoisement ou la gentrification. La construction de logements sociaux s'inscrit donc dans cette promotion de la mixité sociale. Mais les logements sociaux sont surtout réhabilités ou détruits. Leur nombre n'augmente donc pas. L'accès au logement dans la capitale demeure toujours plus difficile pour les classes populaires. De plus, tous les logements sociaux ne sont pas destinés aux classes populaires.

La gauche valorise les artistes et le spectacle à travers l'ouverture de lieux de consommation branchée. Le Point P, occupé en 2003 par des chômeurs et des sans papiers, est devenu un lieu à la mode pour la jeunesse de la petite bourgeoisie intellectuelle. « Le lien social tant prôné par la municipalité est censé se faire dans le divertissement, pas dans l'action politique, surtout quand celle-ci est extraparlamentaire », ironise Anne Clerval. La géographe évoque d'autres lieux qui incarnent une culture consumériste et standardisée, destinée à la nouvelle petite bourgeoisie. La créativité ne doit pas devenir émancipatrice mais doit demeurer aseptisée. « A une conception militante de l'art et de la culture comme contre-pouvoir, la municipalité de gauche préfère la culture-spectacle, celle qui est montrée dans le cadre bien balisé des institutions culturelles », analyse Anne Clerval. Les événements ridicules de la « Nuit blanche » ou de « Paris Plages » incarnent cette politique. La ville se réduit à un espace de consommation et de loisirs, à un décor qui renforce l'artificialisation de la vie. Cette politique ne remet pas en cause le pouvoir de classe de la culture légitime mais fabrique un Paris de carte postale touristique bien clinquante.

La mixité sociale élude les antagonismes de classe et ne s'oppose pas à la gentrification. « En effet, la "politique de la ville" s'apparente à un dispositif de pacification sociale sans remise en cause des racines des rapports de domination, et dans un contexte politique qui accentue l'inégale distribution des richesses depuis des décennies », analyse Anne Clerval.

Lutter contre la gentrification

Les classes populaires qui sont restées à Paris subissent des conditions de vie particulièrement dures. Des oppositions s'observent au sein même de cette catégorie sociale en raison de l'affaiblissement de la conscience de classe. Ceux qui sont nés en France stigmatisent les immigrés. L'idéologie libérale et individualiste, renforcée par la religion, imprègne également les populations immigrées.

Pourtant la gentrification, phénomène peu expliqué, génère une dépossession de l'espace public. Les quartiers populaires sont radicalement transformés, y compris leur ambiance et leurs liens de solidarités. En France, la gentrification demeure un processus lent et progressif qui ne semble pas immédiatement perceptible. Les résistances à ce phénomène restent donc peu nombreuses.

Des anarchistes s'opposent à l'embourgeoisement à travers des occupations de logements vides pour dénoncer « l'épuration commerciale ». Pourtant ce type de lutte rencontre peu d'écho dans la population. La résistance des classes populaires se traduit par la lutte pour le droit au logement ou contre les expulsions de sans papiers. Une solidarité s'organise contre les arrestations d'immigrés dans des quartiers comme Belleville. Mais ses résistances demeurent minoritaires et ne remettent pas en cause directement l'embourgeoisement.

L'opposition à la gentrification passe surtout par des pratiques quotidiennes. Par exemple des jeunes des classes populaires se retrouvent dans des quartiers embourgeoisés.

Les réflexions d'Anne Clerval permettent de rompre avec le discours militant. Ceux qui luttent contre la gentrification attaquent surtout les pouvoirs publics et les sociétés d'économie mixte qui réhabilitent les quartiers. En revanche, ils n'osent pas critiquer les spectacles culturels et encore moins les magasins bios qui arborent un autocollant « Sortir du nucléaire ».

La domination de la nouvelle petite bourgeoisie, qui dirige les organisations d'extrême gauche, semble rarement remise en cause. « Ce sont principalement les ménages de la petite bourgeoisie intellectuelle en pleine expansion qui ont investi ses quartiers, en y devenant propriétaire et en contribuant à la transformation des logements, des commerces et de l'espace public », observe Anne Clerval.

Cette universitaire s'appuie surtout sur les travaux de la géographie urbaine qui connaît un réjouissant développement aux États-Unis. Inspiré par un marxisme critique, ce courant de pensée permet de remettre en cause la gentrification, mais aussi l'État et le capitalisme. Mais, aux États-Unis, l'embourgeoisement des villes semble beaucoup plus visible. Les pouvoirs publics participent ouvertement à ce phénomène, comme à New York. La critique radicale et la lutte contre la gentrification semble donc plus évidente qu'en France.

Le discours de la mixité sociale et du « vivre ensemble » permet de masquer la brutalité sociale des politiques municipales. Les rapports de classe et les intérêts antagonistes sont dissimulés. « La ville petite bourgeoise est un décor de spectacle, un objet de consommation, le tout dans un univers de plus en plus sécuritaire. Les quartiers populaires ne sont presque plus qu'un décor pour café branché, loin du creuset de mobilisation et d'émancipation qu'ils ont pu être », décrit Anne Clerval.

Cette universitaire observe bien que la dénonciation des politiques municipales semble limitée. Pour lutter contre la gentrification il faut remettre en cause le mode de production capitaliste de la ville. « La réappropriation de la ville supposerait le réinvestissement d'un champ politique plus large que la seule action publique telle qu'elle est définie par la démocratie libérale », analyse Anne Clerval.

Cette étude universitaire révèle ici également sa limite. Anne Clerval se place dans les pas d'Henri Lefebvre pour ouvrir la réflexion. Mais cet intellectuel marxiste ne se contentait pas d'observer uniquement les dernières évolutions de l'espace urbain. Comme les situationnistes, il développe une critique radicale de l'urbanisme et de l'emprise de la logique marchande sur la vie quotidienne. Le Groupe d'Action pour la Recomposition de l'Autonomie Prolétarienne (Garap) analyse la limite des travaux universitaires sur la ville. Cette analyse de la gentrification demeure une critique partielle et limitée. L'urbanisme participe à la séparation et à la destruction des relations humaines. La lutte contre la gentrification et l'urbanisme doit alors directement remettre en cause tous les aspects de l'existence.

Source : Anne Clerval, *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*, La Découverte, 2013
Extrait du livre publié sur le site de la revue *Contretemps*

Articles liés :

L'ordre règne à Montpellier

La gauche au pouvoir pour servir le capital
Les situationnistes dans la lutte des classes
Michèle Berstein et la vie des situationnistes

Pour aller plus loin :

Texte et recherches d'Anne Clerval

Vidéo : Anne Clerval, « [La "gentrification" : une lutte de classes dans l'espace urbain ?](#) », Séminaire Marx au XXIème siècle, samedi 12 novembre 2011

Vidéo : Anne Clerval, « [Ville et capitalisme](#) », Colloque Penser l'émancipation

Son : Anne Clerval, « [L'embourgeoisement des quartiers populaires : l'exemple de la gentrification à Paris](#) », Cours public 2012-2013 : la ville de demain, Wikiradio UEB

Anne Clerval : "[A Paris, le discours sur la mixité sociale a remplacé la mixité sociale](#)", entretien réalisé par Pierre Duquesne publié dans L'Humanité le 18 octobre 2013

Mathilde Caron, « [La mixité sociale à Paris est une notion hypocrite](#) », entretien avec Anne Clerval publié dans *Les Inrockuptibles* le 12 septembre 2013

Julie Clarini, « [La prise de l'Est parisien](#) », publié dans *Le Monde des livres* le 25 septembre 2013

Damien Augias, "[L'Est parisien, nouveau visage d'une ville bourgeoise](#)", publié sur le site Nonfiction le 2 octobre 2013

Ainhoa Jean, "[Marx au XXIème siècle : la gentrification, une lutte des classes dans l'espace urbain](#)", publié sur le site Nonfiction le 01 décembre 2011

"[Note de lecture de l'ouvrage de Jean-Pierre Garnier](#)", publiée sur le site du Groupe d'Action pour la Recomposition de l'Autonomie Proletarienne (GARAP)

Groupe Fabien Bon, « [L'urbanisme sert à faire la guerre](#) », *Et alors ?* n°6, 2010

"[Montpellier : au sujet de l'appel du 17 décembre contre l'urbanisme capitaliste](#)", publié le 14 novembre 2011 sur le site squat.net

Rubrique « Urbanisme, mixité sociale et gentrification » sur le site [Non Fides](#)

Rubrique « Urbanisme » sur le site [Infokiosques](#)

Rubrique "Critique urbanisme" sur le blog [Laboratoire Urbanisme Insurrectionnel](#)

La lutte antinucléaire en France et ses limites



En France, une critique radicale de l'industrie nucléaire alimente de nouvelles luttes contre le monde marchand.

L'activisme écologique ne se limite pas à Notre-Dame des Landes, et encore moins aux pitreries d'Europe Écologie. La lutte antinucléaire permet d'attaquer le capitalisme, l'État et la civilisation industrielle. La catastrophe nucléaire, avec l'épisode récent de Fukushima, révèle le désastre de la civilisation marchande et son processus d'autodestruction.

Le brochure *Antinucléaire Mix-Texte* regroupe des analyses et des réflexions critiques sur la lutte contre le nucléaire et son monde. Les tracts et les textes recueillis sont issus directement du mouvement antinucléaire et s'inscrivent dans une démarche d'automédia. Les luttes n'ont pas besoin des partis, des intellectuels, des journalistes ou d'une quelconque avant-garde pour produire leurs propres réflexions.

Cette brochure assume le ton de la subjectivité. Les luttes dans la région de la Normandie sont privilégiées. Surtout, entre octobre 2011 et septembre 2012, cette région connaît une activité politique importante. Un camp antinucléaire est organisé à Valognes et la lutte anti-THT se développe au Chefresne. Les textes recueillis s'inscrivent dans un mouvement qui se construit en dehors du cadre corseté défini par les partis et les associations écologistes. Ensuite, loin du triomphalisme militant, les limites de la lutte antinucléaire semblent également évoquées.

La lutte antinucléaire de Fukushima à la Normandie

Malgré le désastre de Fukushima, la lutte antinucléaire semble déliquescence. La ligne Très Haute Tension (THT) Cotentin Maine relie des réacteurs nucléaires. Cette THT produit un champ électromagnétique particulièrement nocif pour la santé. Mais la contestation contre ce projet s'affaiblit. L'opposition s'est essentiellement portée sur le terrain juridique, avec toutes les illusions sur l'État démocratique et la légalité que cette démarche colporte. Ensuite, les politiciens de l'écologie (Greenpeace ou Europe Écologie) délaissent la lutte contre le nucléaire pour privilégier le réchauffement climatique, plus rentable électoralement. La résignation et l'échec de nombreuses luttes expliquent également l'effondrement de l'opposition au nucléaire. Ce mouvement est vécu par la population en spectateur. « *Le combat contre le nucléaire, l'EPR et les THT, ne se gagnera pas avec un bulletin de vote, mais seulement avec un mouvement capable de faire plier l'État* », précise la brochure.

Un texte sur les lignes THT, diffusé en juillet 2011, inscrit cette lutte dans le cadre d'une opposition globale à l'énergie nucléaire. Les réacteurs implantés en France « *sont des bombes à retardement qui menacent à tout moment d'exterminer la population vivant à proximité et ailleurs et risquent de contaminer durablement l'ensemble de la planète* », informe le texte. La diffusion de la radioactivité touche une grande partie de la population. 40 % de la population en Europe a subi les conséquences de Tchernobyl. Après Fukushima, des colis radioactifs circulent tranquillement à travers la planète. Les lignes THT ont également des conséquences avec des effets indésirables et de nombreux troubles qui vont des maux de têtes à l'état dépressif en passant par l'apathie, le manque de sommeil ou l'agressivité.

L'État soutient l'industrie nucléaire. Il finance les paysans pour qu'ils acceptent des projets mortifères. Surtout, la police n'hésite pas à réprimer la moindre contestation. Le nucléaire et son monde incarnent une civilisation industrielle, avec ses TGV et ses décors high-tech, mais aussi ses guerres et ses pillages pour extraire l'uranium. Le nucléaire incarne un monde mortifère d'oppression et de désastre permanent.

Seule la lutte à travers l'action directe peut permettre d'en finir avec la catastrophe marchande. Les élections ne changent rien. Le pouvoir change de main mais les projets restent inchangés. Les écologistes participent tout aussi activement à la destruction de la planète que les autres politiciens. Mais ils véhiculent davantage d'illusions. « *Nous n'avons d'autre choix que de lutter par nous-mêmes et pour nous-mêmes* », tranche le texte. Des pique-niques, des manifestations, des actions de sabotages et même la pose d'un faux bidon radioactif deviennent des moyens de lutte.

Camp de Valognes et assemblée du Chefresnes

En novembre 2011, un Appel au camp de Valognes est diffusé. Le train Castor transporte des déchets nucléaires tranquillement enfouis sans soucis des conséquences. Le parcours du train devient un symbole pour lancer une vague d'actions. Manifestations et blocages doivent perturber le bon fonctionnement de l'horreur nucléaire. En France, tout un lobby industriel défend cette technologie mortifère, mais jugée prestigieuse et rentable.

Informé ne suffit plus. Malgré la catastrophe de Fukushima, la résignation perdure. Si le nucléaire doit être arrêté en Allemagne, c'est en raison de la puissance d'un mouvement qui a construit un rapport de force avec l'État. La lutte doit également s'appuyer sur un ancrage local pour bénéficier du soutien de la population.

Le réformisme demeure une impasse. Le nucléaire même mieux géré et sécurisé demeure toujours très nocif. Ensuite, les énergies alternatives ne sont pas la solution. Ses nouvelles sources de profit ne permettent pas de satisfaire les besoins de la population. L'énergie doit être produite et contrôlée par la population locale.

Le mouvement antinucléaire français semble tiraillé entre de multiples tendances. Les luttes parviennent à construire un rapport de force lorsque la diversité des stratégies est assumée. Les différentes démarches et les divers types d'action participent aux succès de ses mouvements.

L'auto-organisation de la lutte demeure indispensable. Les bureaucraties écologistes et électoralistes se contentent d'un lobbying inoffensif. Au contraire, le mouvement antinucléaire doit permettre à chacun de se réapproprier la lutte pour réfléchir et agir collectivement. Le camp antinucléaire à Valognes doit permettre de reprendre en main la conduite de nos révoltes et de nos vies.

Un texte pertinent brise cet enchantement militant de l'Appel au camp Valognes. L'arrêt du nucléaire, en Allemagne et ailleurs, s'apparente à un effet d'annonce et à une promesse politicienne qui vise à démobiliser la contestation. Les États ne sont pas des entités neutres car leurs intérêts convergent avec ceux de l'industrie nucléaire.

Ensuite, l'idéologie triomphaliste du militantisme doit être désamorcée. La catastrophe de Fukushima et toutes les informations sur le nucléaire ne suscitent aucune prise de conscience. En France, les partisans du nucléaire sont particulièrement nombreux et c'est un secteur économique majeur. Un camp Valognes ne suffit pas. Seules des luttes enracinées localement, qui construisent un véritable rapport de force sur la durée, peuvent tenter d'inverser la tendance. L'opposition au nucléaire semble réduite à des écologistes arrivistes et au Réseau Sortir du nucléaire qui s'apparente à une bureaucratie en décomposition.

L'appel du camp Valognes s'apparente à un cri militant aussi volontariste qu'inaudible. En dehors du petit milieu militant libertaire, personne n'est au courant de cet appel. Surtout, cette initiative s'apparente à un appel au suivisme. Les organisateurs planifient l'événement et les individus doivent se mouler dans le cadre déjà décidé. En revanche, malgré ses limites, cette tentative de blocage peut permettre de rompre avec la résignation ambiante et le lobbying ridicule.

Le camp Valognes apparaît comme un succès militant et les organisateurs semblent contents d'eux. Mais, dans les assemblées, l'activisme prime sur la réflexion collective. Comme souvent dans ce type de cadre, les discussions portent sur l'organisation pratique et immédiate plutôt que sur les perspectives de lutte à long terme.

L'assemblée du Chefresne diffuse un texte rédigé le 4 mars pour présenter son combat. Dans le sillage du camp Valognes, le mouvement se poursuit localement. La lutte contre la ligne THT Cotentin-Maine sort des vieilles routines militantes, avec ses bureaucraties hiérarchisées et ses pleurnicheries réformistes. « Cette assemblée, composée autant d'habitants proches du projet que d'individus en lutte contre toutes les politiques de gestion de nos vies par l'aménagement des territoires, assume entièrement l'héritage de l'action de Valognes, autant sur les pratiques de lutte, les formes d'organisation que sur le sens politique de ses luttes », présente le texte. Cette lutte s'oppose à l'industrie nucléaire, mais aussi au règne de l'économie et du productivisme. Les différents projets d'aménagements du territoire, comme l'aéroport de Notre-Dame des Landes ou la ligne de TGV Lyon-Turin, participent à la même logique d'une dépossession de la population face à la gestion bureaucratique. Le mouvement se construit en dehors des appareils politiques et syndicaux. L'assemblée, avec des pratiques horizontales, doit permettre à la population de se réappropriier la lutte. Rassemblements, occupations et déboulonnements de pylône rythment ce mouvement.

En juin 2012, le Collectif Radicalement AntiNucléaire (CRAN) publie un texte qui propose un bilan critique de la lutte anti-THT. Le retour de la gauche au pouvoir ravive les illusions citoyennistes. Des membres du collectif Stop THT demandent même un moratoire et ont rencontré des élus. Pourtant, les intérêts de l'industrie nucléaire convergent avec ceux de l'État. Mitterrand et le Parti Socialiste ont permis la promotion du programme nucléaire en France. « Avec l'industrie nucléaire et ses THT c'est un monde qui travaille à la domination capitaliste de l'homme sur lui-même et la nature, à la domestication étatique de l'ensemble du vivant », analyse le CRAN.

L'idéologie autonome de l'activisme révèle également ses limites. Les actions directes et le sabotage révèlent leur faible portée. Surtout, l'État laisse faire pour peaufiner ses fichiers policiers et ces actions exposent à la répression ceux qui y participent. Le mouvement des faucheurs anti-OGM a reflué en raison des lourdes amendes que l'État a imposées à ses activistes. Mais le repli sur des actions isolées n'aurait aucun impact sur la population et sur la construction de la lutte. « Comment continuer à porter des actions qui nous permettent de nous croiser, de discuter, d'élaborer mais qui nous évite également de nous exposer trop facilement à l'arsenal répressif ? », interroge le CRAN. La lutte doit surtout permettre de construire de nouvelles relations humaines, sans représentants ni hiérarchies, et de propager le désir de révolte.



Les limites de la spécialisation antinucléaire

Le CRAN critique le texte de l'Assemblée du Chefresne. Des illusions citoyennistes perdurent. L'Assemblée du Chefresne se contente de dénoncer les excès du capitalisme et s'indigne du « mépris » de l'État. Pour le CRAN, le désastre productiviste demeure une conséquence inévitable du capitalisme qui ne peut être ni aménagé, ni régulé. Ses dérives supposées demeurent inévitablement liées à l'organisation de la société. Ensuite, l'État ne pourra jamais entendre la contestation et lui céder. Seul un rapport de force durable peut faire plier l'État, et non d'éventuelles négociations qui ne peuvent qu'échouer. Ensuite, le CRAN dénonce la rhétorique de la « résistance ». Ce terme demeure surtout défensif et présuppose un échec. La résistance ne suffit plus pour s'opposer au nucléaire. « Seul pourrait en effet y parvenir un mouvement qui saurait reconnaître, dans la ligne THT Cotentin-Maine, une modalité parmi d'autres d'un processus général d'asservissement par l'aménagement, l'électrification totale de la vie et l'anéantissement du monde sensible », souligne le CRAN. La lutte doit donc également dépasser le cadre local pour construire un mouvement plus vaste et coordonner les révoltes.

André Dréan revient sur un phénomène étrange. L'assemblée du Chefresne, qui prétend s'opposer à l'État et aux institutions, semble soutenue par la mairie qui lui prête ses lieux de réunion. Les opposants aux nucléaires semblent donc conserver certaines illusions sur l'État et les pouvoirs locaux, ce qui limite les perspectives de lutte et crée des divisions.

Certes le « week-end de résistance » a subi une forte répression policière, avec de nombreux blessés. Pourtant, le campement semble autorisé par la mairie. Cette occupation ne s'inscrit donc pas dans la démarche d'une action qui brise la légalité et l'autorité des institutions. Même les insurrectionnalistes, et autre partisans de l'affrontement direct avec la police, attendent que les forces de l'ordre respectent le cadre de la légalité et s'indignent naïvement des tirs tendus à hauteur du visage.

L'expérience historique de la lutte à Malville montre que les illusions sur la nature de l'État a précipité l'effondrement de la contestation. Quelques moratoires ont suffi pour calmer les municipalités et les oppositions citoyennes.

Le témoignage d'une jeune femme, blessée au court du « week-end de résistance », revient sur ce carnage. Loin des fanfaronnades insurrectionnalistes, elle évoque sa peur de la police et décrit son expérience sensible. Elle replace sa lutte contre le nucléaire dans la révolte plus large contre l'aliénation dans un monde mortifère. « Nous, à force, dépossédés de presque tout ; de notre histoire, de son sens, du langage, de l'information, de nos corps, de nos désirs, de notre temps, de nos vies », décrit la jeune émeutière. Pour elle, il n'y a pas à s'indigner de la brutalité policière. Cette violence semble banale et quotidienne. Même en démocratie, la répression demeure féroce et aucune bienveillance n'est à attendre de la part de l'État.

Un texte évoque la lutte contre le nucléaire comme un aspect de la contestation du monde marchand. Ce texte évoque les assemblées et les relations tissées par le mouvement. Il évoque même le plaisir de la révolte. « La jouissance dans la lutte permet de renforcer cette dernière, et, d'après moi, porte en elle la puissance de son propre auto-dépassement vers un mouvement plus large que celui existant actuellement », souligne son auteur.

Ce mouvement antinucléaire demeure particulièrement isolé et minoritaire. Cette lutte permet d'ancrer la critique du monde marchand à partir de ses conséquences locales. La réflexion part de la réalité et de la vie quotidienne, plutôt que d'une idéologie abstraite. C'est effectivement la principale force de l'opposition au nucléaire. En revanche, cette lutte doit sortir de la spécialisation. Ce ne sont pas des appels, des camps et autres émeutes programmées qui permettront de détruire l'industrie nucléaire. Seul un mouvement d'ampleur, qui regroupe tous les exploités, peut permettre d'abattre cette technologie mortifère et le monde qui la produit.

La lutte écologiste devient aujourd'hui une espèce de spécialité, avec ses sous-spécialités comme le gaz de schiste, la ZAD de Notre-Dame des Landes, l'opposition au nucléaire ou aux OGM. Ce morcellement de la révolte semble rarement remis en cause. Ensuite, les luttes écologistes semblent déconnectées des luttes menées par les salariés, les chômeurs, les précaires. Des sociologues, comme le répugnant Alain Touraine, ont même théorisé les « nouveaux mouvements sociaux » qui ne remettent pas directement en cause l'exploitation capitaliste. Les activistes autonomes se complaisent dans ce cloisonnement. Seul un mouvement de tous les exploités peut détruire ce monde marchand, et toutes ses conséquences mortifères. Seule une lutte globale peut permettre de reprendre le contrôle de nos vies.

Source : Antinucléaire Mix-Texte, Volume 0, Textes choisis autour de la lutte antinucléaire dans le Nord-Ouest, d'octobre 2011 à septembre 2012, Automne 2012

Articles liés :

La contestation de la modernisation industrielle
L'anti-terrorisme contre les autonomes
Contre l'ennui militant
Elections : piège à moutons

Pour aller plus loin :

Rubrique "Anti Nucléaire" sur le site du journal [La Mouette Enracée](#)
Film "[THT : Remballe ton éleck!](#)" publié sur le site [Regarde à vue](#)
Rubrique "Luttes antinucléaires" sur le site [Le Jura Libertaire](#)
Rubrique "Sciences, technologies mortifères et industrie" sur le site [Non Fides](#)
Site du [Collectif Radicalement Anti-Nucléaire \(CRAN\)](#)
Site de [l'assemblée anti-THT](#)
Site de l'action à [Valognes](#)
Brochure sur [Greenpeace et la dépossession des luttes écologistes](#), Texte paru en version courte dans *Pas de Sushi l'Etat Geiger* n°3, juin 2012
Organisation Communiste Libertaire, Brochure "[Aperçu sur l'histoire du mouvement antinucléaire en France](#)"

La contestation de la modernisation industrielle



Des historiens reviennent sur les résistances et les réflexions critiques qui s'opposent au consensus autour de la modernisation des « Trente glorieuses » dans la France de l'après 1945.

Croissance et progrès scientifiques ont alimenté la prospérité de la France entre 1945 et 1975. Les Trente Glorieuses apparaissent comme un mythe indéboulonnable. Ce modèle de société industrielle et technologique permet le développement de la civilisation des loisirs et de la consommation. Des politiciens de gauche et d'extrême gauche aux intellectuels, un regard émerveillé est porté sur ce modèle fordiste de production industrielle et de consommation de masse.

Dans un livre récent, des universitaires critiquent cette vision idyllique de la période des « Trente Glorieuses ». Cette expression s'impose comme une évidence. Pourtant elle est forgée par Jean Fourastié, un expert fervent partisan de la modernisation de la France considérée alors comme une « société bloquée » et engluée dans ses archaïsmes. La France rurale et vieillissante doit devenir urbaine, rajeunie et industrialisée. Pourtant cette marche consensuelle vers le productivisme, décrite dans les manuels d'histoire, se heurte à une forte contestation.

Ses historiens critiques s'attachent à démystifier cette période de modernisation. Derrière un processus présenté comme naturel ils se penchent sur ses acteurs, au service de l'État. L'idéologie de la modernisation occulte les conflits de classe, et notamment la réalité de la vie des ouvriers. Les conséquences écologiques de l'industrialisation et du mode de vie consumériste ne sont pas évoquées par les récits enthousiastes sur la croissance économique. La critique de l'aliénation technologique et de la destruction du lien social a également été marginalisée par les historiens. L'écologie politique découle également d'une critique radicale de la bureaucratie. De nombreuses luttes s'opposent à cette modernisation.

Ce livre permet d'ouvrir la réflexion pour aujourd'hui. L'écologie s'apparente désormais à une idéologie spécialisée et déconnectée de la vie quotidienne. Les luttes contre l'aéroport de Notre-Dame des Landes ou l'opposition au nucléaire semblent très limitées. Ses simples résistances ne débouchent pas vers une critique de la civilisation industrielle et de l'appauvrissement du vécu.

Les conséquences de la modernisation

La catastrophe écologique découle des choix imposés au cours des Trente Glorieuses. Des conséquences désastreuses caractérisent cette période de croissance et de productivité.

Christophe Bonneuil évoque la pollution, avec la consommation de pétrole et de charbon. Si le progrès technique augmente les rendements, les ouvriers doivent subir des accidents, des maladies et des nuisances. L'économie repose sur le gaspillage avec une faible durée de vie des produits de consommation. La pollution de l'eau et de l'air se développe avec l'augmentation de la consommation d'énergie. La nourriture subit également la pollution avec le productivisme agricole.

Jean-Baptiste Fressoz et François Jarrige analysent l'idéologie productiviste. Des libéraux aux communistes, l'idée de progrès et de reconstruction devient consensuelle dans la France de l'après guerre. « *Le progrès par la technique s'imposait comme un impératif non négociable : les citoyens devaient produire, consommer et s'en remettre, pour le reste, au trio chercheur, entrepreneur et politique* », décrivent Jean-Baptiste Fressoz et François Jarrige. Ce compromis fordiste permet d'améliorer les conditions de vie des classes moyennes et populaires. L'histoire économique, incarnée par l'école des Annales, entend fournir une expertise pour permettre la modernisation de la France et éviter les erreurs du passé.

La comptabilité et les standards quantitatifs permettent de construire un récit optimiste, dans le sillage de la « révolution industrielle ». L'augmentation de la croissance devient un objectif consensuel partagé par l'État, les patrons et les syndicalistes. Le progrès technique et l'innovation sont considérés comme les sources de la croissance et de la prospérité économique.

Régis Boulat revient sur la figure de Jean Fourastié, apôtre de la productivité, qui invente l'expression des « Trente Glorieuses ». Ce technocrate contribue « *à familiariser les élites économiques et le public cultivé à l'idée d'une évolution inévitable vers une société de loisirs et d'abondance, grâce au progrès technique et au productivisme* », décrit Régis Boulat.

Gabrielle Hecht revient sur l'histoire du nucléaire en France, qui s'inscrit pleinement dans la mythologie des Trente glorieuses. L'historienne souligne la dimension « technopolitique » de l'atome : les dimensions technique et politique se confondent.

Le nucléaire, civil ou militaire, participe à l'identité nationale. L'Empire colonial permet l'exploitation de l'uranium.

La contestation politique de la modernisation

Avant Mai 68 et l'émergence du mouvement écologiste se développe une contestation du mode de vie, de production et de consommation de la société française de l'après-guerre. Cette critique de l'aliénation attaque la monotonie, la perte d'intériorité et de liberté. Mais cette critique du progrès et du capitalisme moderne devient rapidement stigmatisée et marginalisée. Les opposants à la modernisation sont considérés comme étant à rebours de l'histoire et attachés à une France rurale jugée pétainiste. L'expertise permet également de dépolitiser les débats.

Sezin Topçu évoque les résistances au nucléaire, civil ou militaire.

L'historiographie dominante renvoie la contestation de l'arme atomique à une simple instrumentalisation du Parti communiste dans un contexte de guerre froide. L'angoisse face au nucléaire, bien que refoulée, existe réellement. La construction du centre de Saclay est contestée par des paysans et des riverains. Le mouvement pacifiste, d'inspiration chrétienne et communiste, propose une critique morale de la bombe H. Le mouvement pacifiste dénonce également les risques sanitaires et environnementaux de la radioactivité des essais nucléaires. Cette critique ouvre vers une dénonciation globale de l'atome, que son utilisation soit militaire ou civile.

« *Le risque apocalyptique dans un premier temps, le risque sanitaire dans un second temps, provoquèrent diverses formes de contestations et mobilisations bien avant 1968* », décrit Sezin Topçu. L'historienne évoque ensuite la marginalisation de cette critique. La propagande officielle défend l'atome. La société de consommation augmente les besoins en énergie et favorise ainsi le développement de l'électricité nucléaire. La publicité incite à acheter toujours plus d'équipements électroménagers. Des films banalisent l'atome. Inversement, les oppositions au nucléaire sont considérées comme pathologiques, et non comme politiques, renvoyées à une peur du progrès et à un attachement à un archaïsme désuet.

Le sociologue Alain Touraine insiste sur les « nouveaux mouvements sociaux » des années 1970. Il tend alors à effacer la mémoire des luttes contre le nucléaire qui émergent avant Mai 68.

Renaud Bécot évoque la contestation du productivisme par le mouvement ouvrier. Aujourd'hui, les syndicats semblent nostalgiques de la société des Trente glorieuses et de l'industrialisation. Pourtant, la croissance n'occupe pas une place centrale dans l'histoire ouvrière, contrairement à ce que prétendent les écologistes.

Dans l'immédiat après-guerre, les syndicats défendent une société d'abondance fondée sur le travail. Pourtant, les ouvriers observent que l'augmentation de la productivité ne permet pas une amélioration de leurs conditions de vie. La croissance industrielle, avec ses risques sanitaires, favorise surtout une dégradation des conditions de travail. La CGT ne conteste pas forcément le progrès technique mais surtout la gestion de ces innovations par les entreprises. Le syndicat dénonce « une démarche capitaliste de rentabilité et d'accélération du rythme de travail, affectant la sécurité des salariés et négligeant les besoins réels des populations », décrit Renaud Bécot.

Nicolas Hatzfeld observe les luttes ouvrières à Peugeot-Sochaux. Les revendications syndicales évoluent à la fin des années 1950 et ne se limitent plus à un cadre quantitatif. Ses revendications sont alors « posées en termes de cadences, de programme de production, d'engagement, d'équilibrage... bref, en termes se référant aux nouvelles règles d'organisation du travail », analyse Nicolas Hatzfeld. L'intensification du travail et les cadences deviennent la cible de la contestation ouvrière. Les préoccupations sanitaires deviennent importantes. A partir de 1959, la CFDT développe une critique du progrès et prend en compte les facteurs environnementaux dans son projet de planification démocratique. « En procédant ainsi, ils refusaient de fragmenter la réponse aux enjeux environnementaux et entendaient lier ses choix à la transformation des modèles de production et de consommation », observe Renaud Bécot.

La CFDT n'hésite pas à attaquer la société de consommation. En 1963, le syndicat dénonce même un « embourgeoisement des travailleurs ». Les structures de production et de consommation sont critiquées, tout comme le mode de vie des classes populaires. En 1965, la CFDT critique cette individualisation par la consommation. Même si la lutte contre l'exploitation du travail demeure centrale. Toutefois, cette préoccupation des enjeux environnementaux distingue la CFDT de la CGT qui semble plus scientiste. La CFDT critique même l'urbanisme. La lutte pour le logement s'articule avec une amélioration du cadre de vie. L'écologie se réduit aujourd'hui à une morale qui valorise des comportements individuels. Renaud Bécot souligne que, inversement, « les analyses syndicales passées suggèrent une approche alternative, qui réhabilite les capacités d'action sociale face à la crise écologique ».

La critique intellectuelle de la société moderne

Christian Roy présente la critique de la technique issue du milieu chrétien. Bernard Charbonneau et Jacques Ellul, proches de la revue *Esprit*, critiquent la société des Trente glorieuses. A partir des années 1970, ils influencent les courants de l'écologie radicale et de la critique de la science.

Bernard Charbonneau dialogue avec le personnalisme et Emmanuel Mounier. Mais il critique le progrès technique avec des objets comme l'automobile. Il propose même un « effort pour modifier les structures de notre civilisation ». Il attaque également l'Etat avec son organisation qui impose une domination rationnelle et efficace. L'Etat s'apparente alors à une machine sociale.

Bernard Charbonneau se distingue au sein de la nébuleuse personnaliste. Il s'oppose à Mounier qui embrasse joyeusement le processus de modernisation. Il s'oppose également à Bernanos. Cet écrivain dénonce un monde de robots mais ne cesse de défendre la nation et la religion traditionnelle comme seuls recours. Pourtant, Bernanos dénonce également la civilisation moderne comme une « conspiration universelle contre toute espèce de vie intérieure ». Il réhabilite la dimension spirituelle contre la froide mécanique des objets matériels.

Bernard Charbonneau défend le monde paysan contre la modernisation productiviste à laquelle collaborent les syndicats des agriculteurs. Il s'oppose notamment à la FNSEA dirigée par les Jeunesses agricoles chrétiennes (JAC). Il refuse pourtant de se joindre à des mouvements réactionnaires et poujadistes mais insiste sur l'importance de l'agriculture biologique. En revanche, Bernard Charbonneau demeure critique face aux utopies communautaires qui fleurissent après Mai 68. Ce mouvement « ne réalise aucun de ses rêves d'abolition de l'usine, de la caserne, de l'école », observe Bernard Charbonneau.

Kristin Ross se penche sur la critique de la vie quotidienne. A partir des années 1950 une vie familiale de classe moyenne se soumet au cadre standardisé de la consommation et des loisirs.

Cette critique de la vie quotidienne refuse le cloisonnement des disciplines universitaires. Ce courant intellectuel rejette également le structuralisme qui insiste sur les habitudes et la reproduction des structures sociales.

Des auteurs comme Henri Lefebvre ou Roland Barthes observent l'arrivée des biens de consommation de masses dans la vie quotidienne. Ils estiment que le capitalisme moderne modifie l'expérience vécue. La revue *Arguments* incarne la nouvelle gauche intellectuelle influencée par un marxisme hétérodoxe. Cette revue se penche sur des sujets peu académiques, comme l'amour. « Cela signifiait prendre au sérieux la « culture » et les formes de plaisir comme une dimension sans laquelle les transformations historiques, passées et présentes, ne pourraient tout simplement pas être pensées correctement », souligne Kristin Ross. Les pratiques de consommation sont analysées car elles participent à la légitimation du système marchand. L'idéologie n'est plus considérée comme une superstructure extérieure aux individus mais comme le résultat des actions humaines.

La critique de la vie quotidienne dénonce une expérience vécue organisée, canalisée et codifiée à travers des modèles répétitifs. Un mode de vie standardisé et routinier s'impose. « Mais le quotidien chez Lefebvre portait à la fois la possibilité de la réalisation des besoins et des désirs humains et celle de leur non-réalisation », précise Kristin Ross. Le quotidien n'est pas simplement morne et inauthentique mais peut également ouvrir de nouvelles possibilités d'existence. La culture populaire et les biens de consommation contiennent également des désirs bien réels. « L'aliénation dans la vie quotidienne doit être située dans une tension dialectique avec les forces de la critique et de l'émancipation », souligne Kristin Ross.



La critique situationniste du capitalisme moderne

Patrick Marcolini présente la critique situationniste du capitalisme moderne. Ce mouvement s'inscrit dans le sillage des avant-gardes artistiques et de la révolte esthétique et politique issue du romantisme révolutionnaire. Ses mouvements critiquent les conditions de vie qui s'imposent à leur époque.

L'Internationale situationniste (IS) semble influencée par le surréalisme et le lettrisme avant de se tourner vers les marges du marxisme et de l'anarchisme. « Quoi qu'il en soit, tout au long de cette trajectoire, création et subversion, "critique de la vie quotidienne" en régime capitaliste et expérimentation de nouvelles formes d'expériences désaliénées, restent pour les situationnistes impossibles à distinguer les unes des autres », souligne Patrick Marcolini. L'IS dénonce la société des années 1950 et 1960 avec la banalité de l'existence qui se réduit à une accumulation de produits de consommation. « Entre l'amour et le vide-ordures automatique, la jeunesse a fait son choix et préfère le vide-ordures », ironise Gilles Ivain en 1958.

Les situationnistes attaquent l'emprise de l'urbanisme sur la vie quotidienne. A travers la dérive, ils expérimentent les possibilités de s'approprier l'espace urbain. Cette pratique doit déboucher vers une transformation de la ville et de son architecture pour multiplier les possibilités de parcours et de rencontres. Cette démarche doit « favoriser la construction consciente des situations de la vie quotidienne en vue de leur donner une intensité poétique ou affective particulière », souligne Patrick Marcolini. Un « urbanisme nouveau » doit permettre une traversée de la ville qui s'apparente à un éternel voyage. L'architecture, les ambiances, les émotions doivent correspondre aux désirs des habitants. Chacun peut traverser la ville en se laissant bercer par les

atmosphères différentes et les nouvelles rencontres. Cette utopie dénonce l'urbanisme des années 1960, incarné par Le Corbusier, avec ses HLM et son architecture morne et standardisée. La traversée de la ville devient alors une routine sinistre. L'urbanisme moderne organise la ville autour du travail, du logement et des loisirs. Contre cette planification de l'ennui, les situationnistes privilégient le hasard et la poésie. Ils dénoncent également cet urbanisme qui impose un quadrillage de l'espace urbain pour faire de la ville un décor artificiel.

Les situationnistes estiment que le mode de vie moderne impose une atomisation des individus. La division de travail, toujours plus spécialisée, alimente une individualisation qui détruit les communautés humaines. Le travail, vide de sens, est « *ramené à une exécution pure, donc rendue absurde* », analyse Guy Debord en 1960. Les situationnistes sont influencés par Socialisme ou barbarie. Ce groupe révolutionnaire observe les conditions de travail de la classe ouvrière et lutte pour les Conseils ouvriers afin de permettre une réorganisation de la production par les travailleurs eux-mêmes. Mais les situationnistes insistent sur la perte de sens avec une existence réduite à la routine du travail et de la consommation. La société moderne impose une standardisation des comportements et des modes de vie. Guy Debord analyse l'aliénation moderne et la « *société du spectacle* » qui réprime les désirs pour construire de faux besoins.

Malgré l'accumulation d'objets de consommation, un appauvrissement de la vie quotidienne s'observe. En 1961, l'IS estime que « *les gens sont aussi privés qu'il est possible de communication ; et de réalisation d'eux-mêmes* ». L'IS dénonce la richesse quantitative et propose une amélioration qualitative de la vie à travers une « *intensité du vécu* ». La routine et l'ennui doivent être remplacés par la fête, le jeu, le plaisir d'un dialogue amical ou d'une rencontre amoureuse. Les situationnistes attaquent la société moderne. Ils remettent en cause le règne de l'économie, « *comme obsession du calcul et du quantitatif, étendue à tous les domaines de la vie humaine et devenue fin en soi* », résume Patrick Marcolini.

Les idées situationnistes se diffusent progressivement. L'IS semble d'abord s'adresser aux milieux artistiques et politiques. Mais sa critique originale influence toute une partie de la jeunesse. C'est la révolte de Mai 68 qui permet de donner un large écho aux idées situationnistes. Mais cette réflexion retourne rapidement dans l'oubli. Le postmodernisme supprime les théories révolutionnaires. Ensuite les situationnistes refusent de se conformer aux codes de la bienséance intellectuelle et académique. Ils pratiquent le scandale et l'insulte. Ils utilisent l'humour et l'érotisme. Les historiens préfèrent donc ne pas évoquer cette aventure intellectuelle, jugée trop peu sérieuse et légitime.

Malgré leur critique du capitalisme technocratique et de la modernité marchande, les situationnistes partagent une fascination pour la techno-science. Pourtant, leur réflexion alimente une critique du progrès industriel et de l'aliénation dans la vie quotidienne.

Source : Céline Pessis, Sezin Topçu, Christophe Bonneuil (dir.), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestation et pollutions dans la France d'après-guerre*, La Découverte, 2013

Articles liés :

Littérature et libération de la vie quotidienne
Les situationnistes dans la lutte des classes
Michèle Bernstein et la vie des situationnistes

Henri Lefebvre et le romantisme révolutionnaire
Romantisme révolutionnaire et lutte des classes
Facebook et l'aliénation technologique

Pour aller plus loin :

Christophe Bonneuil, "Les Trentes Glorieuses étaient désastreuses", propos recueillis par Anthony Laurent, publié sur le site Reporterre le 5 octobre 2013
Radio : Emission Terre à Terre diffusée sur France Culture le 30 novembre 2013

Vidéo : conférence "Ecologie et politique : un nouveau contrat ?", enregistrée le lundi 19 mars 2012 à l'EHESS

Vidéo : François Jarrige, Séminaire "L'organisation du travail doit-elle nous pourrir la vie ?"

Radio : "Au nom de la société industrielle et moderne, une histoire du risque", émission La marche des sciences diffusée sur France Culture le 14 juin 2012

Sara Angeli Aguiton, Céline Pessis et Renaud Bécot, "Montée en généralité des luttes contre les grands projets inutiles et imposés", publié le 27 juillet 2012 sur le site de la revue *Contretemps*

Bernard Charbonneau sur la critique de la valeur, articles publiés sur le blog palim-psao